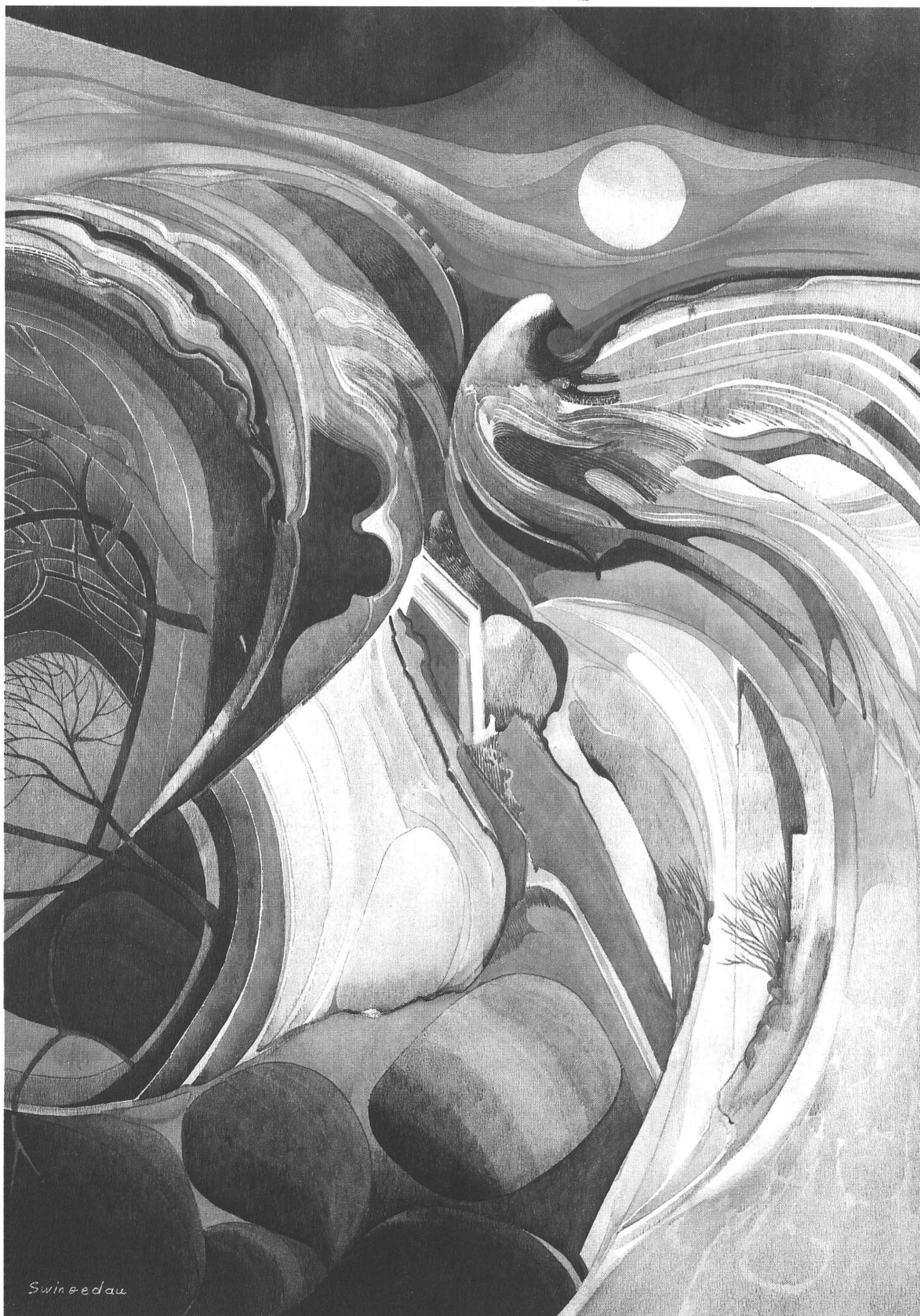


LIBRARY



Aquarelle d'Igor SWINGEUAU (né à Ixelles le 19 septembre 1939). Il a fait ses études à l'Académie des Beaux-Arts de Bruxelles où il est maintenant professeur.



Hommage à Jean Poorterman

Le directeur du Bureau de Presse et d'Information de la Commission, M. Jean Poorterman, vient de quitter ses fonctions, atteint par la limite d'âge.

La carrière européenne de Jean Poorterman témoigne de sa foi dans la cause européenne et de son combat pour l'Europe de tous les jours, l'Europe qui se fait parfois à petits pas.

Jean Poorterman, par ses qualités d'esprit et de cœur, a su amener pas mal de sceptiques à considérer avec bienveillance le cheminement parfois pénible de la Communauté vers un peu plus d'harmonie, un peu plus de coopération, un peu plus de solidarité.

L'Europe, la Communauté, n'a pas toujours atteint son but, n'a peut-être pas profité de toutes les possibilités qui lui étaient offertes, mais l'Europe est une affaire d'hommes avec leurs faiblesses et aussi leurs coups de génie.

Jean Poorterman a été témoin d'une période exceptionnelle pour l'Europe, une période où tout portait au pessimisme, mais où quelques

hommes, malgré ce scepticisme et le découragement de beaucoup, ont repris le flambeau et ont poursuivi la longue marche vers l'Europe.

Collaborateur de P.H. Spaak, ministre belge des Affaires étrangères, il a, dans les années 50, vécu de près la relance de l'Europe. Il a participé aux réunions de Val Duchesse qui devaient donner forme à l'idée généreuse lancée à Messine.

Une fois les traités de la CEE et de la CEEA conclus et ratifiés, le travail européen allait se faire en grande partie à l'intérieur de ces nouvelles Communautés. Jean Poorterman est alors devenu le porte-parole d'Euratom (CEEA) et a vécu, placé entre l'exécutif de cette Communauté et les journalistes, le pénible cheminement de ce grand projet. Dès le début il a été confronté au divorce qui existait entre les grands desseins de l'Europe et la vue à court terme des Etats membres. L'histoire d'Euratom ne fut pas un succès. Comme Porte-Parole, il a dû cacher sa déception, et est resté loyal à

son institution parce qu'il croyait en l'Europe.

Quand en 1967 les Etats membres décidèrent de fusionner les exécutifs des trois Communautés (CECA, CEE, CEEA), on savait déjà qu'Euratom serait réduit à un terrain limité de la politique de l'énergie, de la recherche et de l'industrie.

Mais pour Jean Poorterman l'Europe ne s'arrêtait pas là. Avec enthousiasme et l'acharnement que nous lui connaissons, il s'est attelé à la création de ce Bureau de Presse et d'Information pour la Belgique. Le Président de la Commission unique, M. Jean Rey, et son collègue le Commissaire Albert Coppé ont soutenu ses efforts et depuis 1968 il a dirigé ce Bureau.

Pendant plus de quinze ans il s'est donné, entouré d'une petite équipe, à des actions nouvelles d'information du public belge. Pendant trop longtemps, on avait cru que la présence à Bruxelles de la Commission suffisait à elle seule à sensibiliser l'opinion publique belge aux affaires européennes. L'indifférence de ce public, qui apparais-

sait à la lecture des sondages d'opinion, résultait probablement de l'absence d'information. Dès lors, le combat de M. J. Poorterman fut un effort permanent de persuasion, aussi bien à l'intérieur de sa propre maison qu'auprès du public belge et de ses leaders d'opinion, ces derniers assurément intéressés par l'Europe, mais trop longtemps restés sur leur faim.

Des séminaires, des conférences, des semaines d'animation, un magazine, des dossiers de documentation et de publications ne sont que quelques-uns des moyens utilisés par le Bureau pour sensibiliser l'opinion publique en Belgique.

En 1976 enfin, le Bureau fut installé à l'adresse actuelle, mettant à la disposition du public un service d'accueil, de documentation et une salle de réunion. Des milliers de visiteurs y ont trouvé réponse à leur recherche d'information sur les activités de la Commission; des dizaines de milliers de correspondants ont obtenu de la documentation souhaitée. Enfin l'Europe, la Communauté européenne prenait un visage humain pour le citoyen belge. L'impénétrable Berlaymont s'ouvrait enfin par une arrière-porte, la communication devenait possible, il y avait au Bureau de Presse et d'Information 73 rue Archimède un contact humain qui rendait l'Europe plus accessible.

Jean Poorterman ne s'est pas épargné, il s'est donné à sa mission sans réserves, il a été l'animateur d'une petite équipe qui s'est engagée sous son impulsion dans la tâche d'information et de sensibilisation aux affaires européennes. Le meilleur hommage que nous puissions lui rendre consistera à poursuivre son œuvre en luttant pour plus d'Europe, pour une Europe de citoyens informés.

J.F. van den Broeck



Conseil européen à Luxembourg Un compromis de progrès

Le Conseil européen de Luxembourg (2-3 décembre 1985) s'est mis d'accord sur le principe d'un certain nombre de réformes des Traités dans la foulée du Conseil européen à Milan (28-29 juin 1985) qui avait demandé que soit réunie une conférence intergouvernementale.

Le président de la Commission, M. Jacques Delors, a déclaré après le Conseil européen : „La Commission espérait mieux, mais c'est néanmoins un compromis de progrès, qu'il faut essayer de transformer en un compromis dynamique”.

Marché intérieur

Si la Communauté veut réaliser un vrai marché intérieur, comme il est prévu par les Traités, elle devrait d'urgence approuver les projets avancés, au nom

de la Commission, par Lord Cockfield. Dans un livre blanc, il énumère plus de 300 décisions à prendre afin d'aboutir à un marché intérieur pour 1992.

Il est clair qu'on arriverait jamais à réaliser cet objectif si toutes les décisions devaient se prendre à l'unanimité.

Le Conseil européen a décidé d'en revenir au système du vote à la majorité qualifiée sauf pour l'harmonisation fiscale pour laquelle l'unanimité serait exigée ainsi que pour le contrôle des personnes, la libre circulation des travailleurs et le droit de société.

SME

Les Etats-membres ont réaffirmé leur volonté de construire une union économique et monétaire. La référence à l'union économique et monétaire figure-rait dans le préambule du

texte modifiant le Traité de Rome, malgré les réticences exprimées.

Le nouveau Traité devrait également légitimer le fonctionnement du SME et du rôle de l'ECU.

Parlement européen

En ce qui concerne la capacité institutionnelle et décisionnelle, le président de la Commission est assez réservé et estime que l'on s'est borné de franchir un „petit pas”, bien qu'il soit essentiel d'effectuer un saut qualitatif en matière d'efficacité et de démocratie.

Les ministres des Affaires Etrangères se revoient le 16 décembre. Les choses ne seront pas simples : l'Italie émet des réserves en ce qui concerne le pouvoir du Parlement européen. Le premier ministre Italien, Craxi, a déclaré que l'Italie refuserait

l'accord si le Parlement européen ne donnait pas un avis favorable (11 décembre). Le Danemark émet également des réserves mais pour d'autres motifs. La position de ces deux pays pourrait bloquer tout le projet de changement des Traités, puisque ceux-ci doivent être adoptés à l'unanimité et ratifiés par les parlements nationaux.

Dans ce numéro

- 2 Europe — Etats-Unis
- 5 Espagne
- 6 Portugal
- 7 Eureka
- 8 Ecu
Anne André,
Alfons Boesmans au
PE
- 9 Justice pour le
consommateur
- 12 Japon
- 14-17 Europe 12

La productivité augmentait plus vite en Europe qu'aux EU

mais les Américains ont créé 10 millions d'emplois

Quelle est l'espérance de vie de la relance économique des Etats-Unis ? Un déficit commercial important et un dollar surévalué mettent Reagan au pied du mur. La tentation du protectionnisme est permanente. Le dollar cher favorise l'exportation européenne vers les Etats-Unis mais le fardeau du chômage ne s'allège pas en Europe.

Pourquoi faut-il peser sur le cours du dollar, ainsi qu'il en a été décidé au récent sommet des cinq ? Les Etats-Unis vivent-ils au dessus de leurs moyens ?

Dans une étude qu'il a intitulée : „Les Etats-Unis et la C.E. : comparaison à long terme" (1), le professeur Louis Baeck de l'Université de Leuven tente de comparer les développements différents des variables de base de l'économie des E.U. et de la C.E. Suite à son analyse, il conclut : „... tôt ou tard, la valeur du dollar va retomber à sa valeur intrinsèque, c.à.d. la valeur basée sur le développement relatif de la productivité dans la zone occidentale". Et encore : „l'association récente (au sommet de Bonn) de l'ordre du jour monétaire à celui concernant „la guerre des étoiles", démontre à quel point les rapports hégémoniaux influencent le champ des forces économiques internationales..."

Exposé du problème

Depuis le début des années 80, on parle d'une puissante relance américaine et de l'apathie de l'économie de la CE (l'eurosclobose), ainsi que de l'irrépressible succès de l'exportation du Japon.

Le professeur L. Baeck considère que ces conclusions relèvent plutôt de l'étude à court terme. A long terme, les contrastes sont moins marqués. La croissance des EU est d'une autre nature que celle de la CE.

La productivité moyenne par tête d'habitant et par personne active croît plus rapidement en Europe qu'aux EU. Quelques comparaisons illustrent ces propos.

(1) Evolution de la productivité par tête d'habitant en comparaison avec les EU (= 100) de 1950 à 1982.

	1950	1960	1982
EU	100	100	100
F	44	56	96
D	40	60	94
GB	53	54	66
Japon	18	27	75

(sources des tableaux : statistiques OCDE et GATT).

(2) Les décalages économiques sont également illustrés par la part relative par pays dans le revenu total du groupe (= 100).

	1950	1982
EU	63 %	50 %
F	8 %	10 %
D	9 %	12 %
GB	13 %	8 %
Japon	7 %	20 %

(3) Ainsi que la part relative par pays dans le volume d'exportation de produits manufacturés du groupe (= 100).

	1950	1982
EU	37 %	24 %
F	13 %	14 %
D	10 %	27 %
GB	35 %	15 %
Japon	5 %	20 %

Il apparaît ainsi que l'hégémonie américaine s'est affaiblie. Dans la course à l'exportation des produits manufacturés, l'Allemagne a déjà dépassé les EU.

La manœuvre de rattrapage des principaux pays de la Communauté Européenne et du Japon a eu des conséquences sur la structure financière et monétaire.

Actuellement, l'élan de la relance américaine faiblit. Le professeur Baeck fonde son étude sur l'évolution de la population et de l'emploi, sur le déclin de l'industrie manufacturière dans les vieux pays industrialisés, sur la dynamique régionale aux EU, sur la souplesse du marché du travail, sur le déficit commercial structurel américain et sur la schizophrénie du monétarisme.

Population et emploi

De 1960 à 1982, la population aux EU a augmenté de 29 % contre à peine 13 % dans la CE.

Une première explication à ce phénomène, selon le professeur Baeck, trouve son origine dans la présence de 27 millions (1980) de noirs et de 14,9 millions d'hispano-américains aux EU. Ces noirs et hispano-américains représentent 18 % de la population américaine. La CE compte 12 millions d'étrangers (dont 5 millions sont actifs sur le marché du travail), pour la plupart issus de pays méditerranéens.

On note dans les deux continents une immigration de populations méridionales à forte natalité. Mais depuis 1974, les pays de la CE ont organisé un arrêt à l'immigration et depuis 1980, encouragent le retour des immigrants vers leurs pays d'origine, tandis qu'aux EU, l'immigration continue toujours aussi fortement.

De plus, la population blanche aux EU a un taux de natalité supérieur à celle de l'Europe occidentale. En Allemagne et au Danemark, le solde naissances-décès est même négatif. La dynamique de la population est visiblement différente dans les deux continents et cette différence est encore plus frappante quand on examine la croissance de la population en âge de travail. Celle-ci augmente annuellement de

2 % aux EU contre seulement 0,4 % dans les pays de la CE. Mais les EU ont absorbé presque toute cette main-d'œuvre. L'emploi aux EU a augmenté annuellement de 1,9 % contre 0,2 % dans les pays de la Communauté. Dans la République Fédérale allemande, l'emploi global a même diminué de -0,2 % par an entre 1960 et 1982.

Les EU ont connu un accroissement de 15 millions d'emplois de 1973 à 1982. (Par la croissance de la population, ils ont pourtant presque le même pourcentage de chômage que la CE, où l'emploi global reste pour ainsi dire stable).

Cela a mené les EU à des emplois où, dans le rapport capital-travail, le facteur travail est devenu le plus important. Il n'y a visiblement pas suffisamment de capital disponible : le taux d'épargne est relativement bas aux EU. La productivité par travailleur y a moins augmenté qu'en Europe occidentale et au Japon : c'est la conséquence nécessaire d'une économie d'emploi.

Dans la CE, l'augmentation modérée de la population en âge de travail pour cette période, jointe à un taux d'épargne relativement élevé, a engendré une production plus basée sur le facteur capital et une croissance de la productivité par travailleur. C'est ainsi que la CE a pu rattraper le niveau de bien-être des EU. L'ombre au tableau de cette économie de productivité, c'est le taux élevé de chômage. Le Japon quant à lui, combine la plus haute augmentation de productivité avec une croissance relativement forte de l'emploi.

(1) Louis Baeck : „Les Etats-Unis et la Communauté Européenne : une comparaison à long terme", KUL, Leuvense economische standpunten, 1985/34, CES, E. Van Evenstraat 2b, 3000 Leuven.

Vieilles industries

Quand le niveau de vie augmente la demande des produits manufacturés diminue relativement et une part plus importante du revenu est dépensé à des services : enseignement, soins médicaux, tourisme, etc.

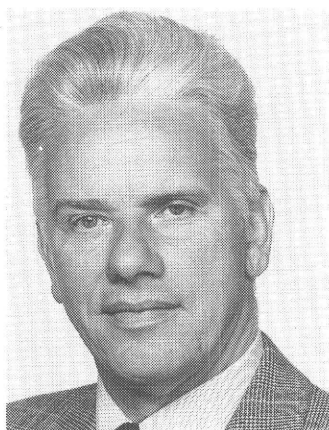
Avec l'accroissement de la productivité et une demande qui n'est pas élastique, on arrive nécessairement à une surproduction ou à l'élimination d'une partie de la main d'œuvre.

D'autre part dans les nouveaux pays industrialisés du Tiers monde, la production se fait dans des conditions très concurrentielles ce qui attire le capital qui y trouve une rémunération plus intéressante.

Ce développement a accéléré la désindustrialisation des économies du centre. La part relative de l'emploi dans l'industrie manufacturière baisse au Japon et aux EU, mais à cause de la forte augmentation de l'emploi aux EU, on note malgré tout un accroissement absolu. Dans la CE la diminution de la main d'œuvre en termes absolus est manifeste (voir tableau 4).

Ceci a eu des conséquences importantes aux Etats-Unis :

□ Il s'est produit un déplacement régional suite à la stagnation du vieux bassin industriel et le développement de nouvelles industries dans le Sud et l'Ouest.
□ L'accroissement important sur le marché du travail surtout des femmes, des jeunes et de la main d'œuvre non qualifiée a exercé une forte pression sur l'évolution des revenus



Prof. L. Baeck

moyens, mais aussi sur la productivité (voir tableau 5).

La dynamique régionale

Depuis la création de la CE, on a mis en évidence le développement régional inégal dans la Communauté Européenne.

Nous sommes moins familiarisés avec les différences régionales aux EU. Depuis le début des années 70, on constate un déplacement du développement de la Côte Est vers le Sud et l'Ouest.

Les Etats du Nord et du Nord-Est accusent un recul évident de leurs vieux bassins industriels (entre autres l'industrie automobile). Mais la différence de niveau de l'indice du revenu par tête dans ces régions par rapport à l'indice national est moins importante que la différence de niveau du revenu régional global par rapport à celui du revenu national global, et cela parce que la population y a moins augmenté et qu'il y avait un courant d'émigration vers les Etats prometteurs du Sud et de l'Ouest.

La migration a joué le rôle de régulateur des revenus (voir tableau 6).

Le phénomène inverse s'est produit dans les régions en expansion. Du fait de leurs revenus plus élevés, elles ont attirés les immigrants. C'est ainsi qu'au cours de la période 1970-1980, la population a augmenté de 40 % en Floride, de 20 % au Colorado, de 40 % en Arizona, de 10 % en Californie et de 16 % au Texas.

Ainsi, la mobilité de la population active a établi une sorte d'équilibre régional entre la productivité et le revenu. Dans la CE, et en Belgique, on ne peut que rêver d'un rééquilibrage pareil.

La souplesse de l'emploi

La dynamique de l'emploi aux EU a encore d'autres raisons. Les groupes qui se présentent sur le marché du travail se composent surtout de jeunes, de femmes et d'immigrés à bas revenus (tels les hispaniques). Ils sont prêts à accepter des écarts à la journée de huit heures et à la semaine de cinq jours. Les jeunes combinent souvent des études avec le travail, du soir, du week-end ou de manière saisonnière. Un certain nombre de femmes souhaitent un travail à temps partiel tant que leurs enfants sont en bas âge. La population noire et hispanique se trouve dans une position faible de négociation sur le marché du travail et accepte souvent du travail d'équipe et de week-end.

De plus, dans le secteur tertiaire, l'encadrement syndical est moins stricte que dans l'industrie traditionnelle.

Le marché du travail américain réagit plus soupagement à l'offre de main-d'œuvre, à l'effritement syndical et à la mobilité de certains migrants.

De plus, les changements socio-culturels jouent un rôle non négligeable. Quand l'homme et la femme travaillent à l'extérieur, un besoin naît pour des services en dehors des heures de travail traditionnelles. Les EU ont satisfait ce besoin, ce qui n'est possible que parce que la mobilité „spatiale” et „sociale” y sont ouvertement et positivement acceptées.

En Europe, on connaît les mêmes besoins pour la consommation de services en dehors des heures de travail classiques. Une demande se manifeste pour le fonctionnement des hôpitaux, des magasins, des banques, des transports et services culturels le soir et le week-end.

Dans le système actuel, les unités de production coûteuses ne sont utilisées qu'à peine 8 heures par jour; pour des raisons économiques (l'utilisation optimale), on devrait pouvoir faire tourner les machines 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Les syndicats confrontés au chômage massif demandent la création d'emploi par le travail à temps partiel et d'équipe. Même les patrons sont favorables à une réglementation du travail plus souple, à condition que le nouveau système ne coûte pas plus cher que le système classique. (Actuellement, deux travailleurs à temps partiel coûtent plus cher qu'un travailleur à temps plein).

(4) Part relative de la population active dans l'industrie manufacturière.

Pays	1960	1973	1982
Etats-Unis	26.4	24.8	20.4
Japon	21.3	27.4	24.5
CE total	30.2	30.6	26.3
D	34.3	36.1	33.1
F	28.2	28.3	24.7
GB	38.4	34.5	27.0
B	37.7	36.3	27.2

(5) Evolution des salaires réels moyens dans l'industrie.

Pays	1973	1980	1983
Etats-Unis	102.5	98.3	99.0
Japon	98.8	109.1	112.0
D	95.4	112.4	110.7
F	90.9	114.9	119.8
B	87.4	112.4	110.6
NL	90.6	105.5	105.6

Selon le professeur Baeck, les syndicats en Europe s'accrochent souvent à un système qui ressemble à une forme de protectionnisme en faveur de ceux qui ont un emploi. Ce qui est très bien pour eux, mais l'est moins pour les exclus du marché de l'emploi. Actuellement, la question sociale primordiale se pose en ces termes : comment (re)partager le travail. Les organisations patronales devraient quant à elles être moins obsédées par la productivité. Le retard sur les EU est comblé. A présent, c'est l'absorption de la main-d'œuvre qui est l'objectif majeur. Le modèle américain est souvent qualifié de dur, mais face aux chiffres élevés du chômage dans la CE, le système socio-économique américain a mis au travail 15 millions de travailleurs supplémentaires par une absorption de main-d'œuvre souple. Il est temps, écrit le professeur Baeck, que nous fassions en Europe occidentale, une analyse coût-bénéfice lucide du chômage croissant.

Les EU, débiteur international

En 1982, l'économie américaine a contré la récession. Les impôts des entreprises et la progressivité de la ponction fiscale sur les revenus du travail ont diminué et libéré le pouvoir d'achat pour une relance stimulée par la demande.

Aux EU, l'expansion a été mise à l'honneur alors que le Japon et l'Europe occidentale optaient pour une politique déflatoire sévère. Le déficit budgétaire de l'Europe (excepté la Belgique) et du Japon, est proportionnellement moins élevé que celui des EU, qui ont vécu au-dessus de leurs moyens. La relance a été stimulée par un déficit budgétaire croissant, entre autres à cause des dépenses en matière de défense. La balance commerciale présente un déficit croissant, la demande stimule l'importation, avec pour conséquence, une



concurrence qui a gêné certaines entreprises et les a même souvent mises en péril.

De même, le déficit de la balance des paiements a créé un cercle vicieux : l'exportation de capitaux a baissé, ce qui a diminué le revenu des rentes, et l'importation de capitaux a augmenté, d'où hausse des rentes à payer.

La „Morgan Guarantee Trust" estime que le surplus de capital externe des EU, évalué à \pm 100 milliards de dollars fin 1983, s'est réduit à presque rien fin 1984 suite à une importation nette de capital de 95 milliards de dollars. Les EU deviennent donc débiteur international, ce qui constitue une situation fâcheuse.

Les conséquences pour l'économie occidentale sont connues : augmentation des taux d'intérêt et du taux de change du dollar jusqu'à des niveaux exagérés. Tôt ou tard, on s'attend à ce que la valeur du dollar retombe à sa valeur intrinsèque. Selon le professeur Baeck, la force de la relance américaine faiblit actuellement.

Les EU ont souvent insisté sur l'effet locomotive salulaire du déficit commercial américain.

La forte demande à l'importation a certainement stimulé l'exportation dans le reste du monde, mais de manière très inégale. Le chiffre de croissance pour la CE par

exemple, est en-dessous de la moyenne mondiale et sa part relative a diminué pendant la relance américaine. L'Afrique a été sacrifiée. Les grands gagnants sont le Japon et les quatre nouvelles puissances industrialisées asiatiques (Singapour, Hong-Kong, Taïwan et la Corée du Sud).

Parmi les effets négatifs de la relance aux EU pour l'Europe, il faut aussi compter l'augmentation des factures en dollar, telle que celle du pétrole. Dès lors, l'effet locomotive s'avère encore moins positif.

L'augmentation de l'importation a aussi eu des conséquences considérables sur l'économie des EU. Jusqu'alors, elle était moins exposée à la concurrence. A présent, la concurrence est parfois très vive et a pour résultat la demande de mesures protectionnistes.

Les EU maintiennent cependant une position hégémonique dans les industries de haute technologie où l'emploi croît fortement.

La schizophrénie du monétarisme

A l'exception des secteurs à haute technologie, l'industrie des EU est menacée. La balance

Suite à la p. 11

(6) Données régionales de base EU, 1960-1982.

Régions	Parts régionales		Indice de croissance régionale	
	1960 (a)	1982 (a)	1982 (b)	1982 (c)
Nord-Est	28.4	23.1	183	166
Centre-Nord	29.6	25.3	192	168
Sud	24.3	31.1	289	203
Ouest	17.7	20.7	265	167
Total Etats-Unis	100.0	100.0	226	176

(a) la part relative des différentes régions dans le revenu national

(b) l'indice de l'augmentation globale du revenu (1960 = 100) pour les régions et pour la nation

(c) l'indice de l'augmentation du revenu moyen (par tête) pour les régions et la nation (1960 = 100).

Le défi de la modernisation de l'Espagne

Presque tous les Espagnols sont maintenant probablement convaincus que l'entrée dans la CE n'est pas la potion magique qui va guérir tous les maux dont souffre l'Espagne. L'immense majorité des habitants de la péninsule sont bien conscients de ce que l'intégration à la Communauté Européenne des deux pays ibériques se produit „beaucoup plus tard qu'on ne l'aurait voulu”, et au pire moment de l'histoire de la CE.

Mais si, globalement, les Espagnols partagent cette idée, il n'en est pas moins certain que la grande majorité d'entre eux reste convaincue que l'entrée dans l'Europe communautaire était aussi logique qu'inévitable, „il n'en faut qu'examiner la destination et l'origine de nos échanges commerciaux”, et que l'adhésion à ce nouveau club de douze membres fera faire un pas décisif en avant à la modernisation de l'Espagne. Un pays subjugué depuis toujours par le charme discret d'une Europe à laquelle l'Espagne s'est toujours considérée liée et intégrée de façon animique.

Pour les Espagnols, l'horizon européen a toujours représenté un modèle de référence qu'il fallait atteindre. Au cours des dernières décennies, l'idée de l'Europe communautaire incarnait essentiellement celle de la liberté et c'est ce concept qui prévalait chez la plus grande partie des Espagnols. Maintenant que presque tous les mécanismes de la machine démocratique ont été récupérés, l'idéal européen des Espagnols se concentre sur une plus grande modernisation, qui leur permettrait de rejoindre le peloton de tête et de renforcer les efforts conjoints dont a tant besoin le vieux continent. Des efforts dont l'absence a fait que l'on a parfois raté le coche, l'informatique en est un exemple parmi d'autres.

Un souffle d'air frais

L'Espagne, probablement à cause de l'ankylose



provoquée par le manque de liberté, souffre toujours d'une oxydation d'une bonne partie de son tissu économique. Ceci est dû aux vices de forme causés par un protectionisme à outrance. Il ne fait aucun doute qu'une plus grande libéralisation de l'économie, — paradoxalement à une époque où recommencent à souffler les vents du protectionisme, — est essentielle pour préparer la participation du nouveau membre à la Communauté.

Sans doute, les Espagnols ont fondé de nombreux espoirs sur le fait qu'ils allaient devenir des citoyens communautaires avec une différence. Ils sont certains que l'Espagne peut apporter un souffle d'air frais à une Europe enlisée dans ses problèmes et ses désunions et qu'elle peut accroître le rôle joué par les peuples du bassin méditerranéen, comparativement mal traités, depuis que l'Europe „est ce qu'elle est”, par ses voisins du Nord.

Il existe un sentiment qui pousse la péninsule à croire qu'en échange d'une contribution importante à la CE, elle pourra obtenir les aides nécessaires au développement de beaucoup de régions parmi les plus déshéritées. On espère également qu'une partie des secteurs sociaux dont les revenus sont les plus faibles pourra accroître son niveau de vie, que l'on pourra augmenter les reve-

nus des agriculteurs ou que l'on réussira à faire disparaître des phénomènes tels que l'émigration forcée, cette blessure ouverte depuis des années au flanc de l'Espagne et qui, de toute évidence, insulte à la fois le pays et les victimes. On pense également que l'on parviendra à élargir le marché de nos exportations agricoles ou industrielles vers les pays communautaires. Toutes ces questions, et tant d'autres encore, ne pourront être résolues avant un certain temps.

Il se peut bien que sur l'échelle de ces désirs, certains aspects occupent un échelon inférieur. Il s'agit de questions qui intéressent l'Espagnol moyen, comme, par exemple, la possibilité de pouvoir choisir parmi une plus grande gamme de produits dès qu'on sera entré dans la Communauté ou encore l'hypothétique accès, devenu maintenant presque un lieu commun, à des véhicules moins chers que ceux qu'on nous vend maintenant. Bien évidemment, la TVA et la politique commerciale des distributeurs se chargeront de nous faire déchanter.

Les inconnues et les craintes

C'est probablement le chapitre des prix qui reste le plus obscur et qui suscite quelques craintes parmi les

Espagnols. Des craintes que l'amélioration des revenus et des niveaux de vie de certains secteurs sociaux aille de pair avec un renchérissement notable des prix en général. Les faits prouvent, et l'expérience d'autres pays l'a également démontré, que, par exemple, l'introduction de la „Taxe sur la Valeur Ajoutée” qui sera appliquée en Espagne en janvier 1986 a été à l'origine d'un accroissement remarquable du taux d'inflation.

L'autre sombre revers de la même médaille, ce sont les répercussions que l'ouverture contrôlée des frontières pourrait avoir sur les secteurs les moins bien préparés de l'économie, là où l'on craint l'entrée de la CE dans l'Espagne plutôt que le contraire. Des secteurs qui à cause de leur structure propre, leurs caractéristiques, d'un manque de moyens et, n'ayons pas peur de le dire, d'un manque de compétence véritable ajouté à un excès de protectionnisme, ne se sont pas préparés à ce qui allait leur tomber dessus. Beaucoup d'entre eux vont se trouver confrontés, à partir de janvier prochain, à un flot de concurrents. Malheureusement, la plupart d'entre eux ne pourront pas réagir suffisamment vite par manque de préparation. Le temps manquera et les moyens et, dans de nombreux cas, ces malheureuses exploitations disparaîtront. C'est la grande crainte qui fait battre à grands coups le cœur de l'économie et de l'industrie espagnoles.

Mais, en dépit de toutes ces inconnues, je persiste à croire que les Espagnols ont confiance en leur destinée européenne et qu'ils sont convaincus que, aux côtés des onze autres Etats, ils pourront contribuer à ce projet toujours inachevé que représente une véritable Europe unie.

Luis F. Fidalgo

Luis Fidalgo est journaliste économique du journal „EL PAIS”. Il suit également les affaires européennes.

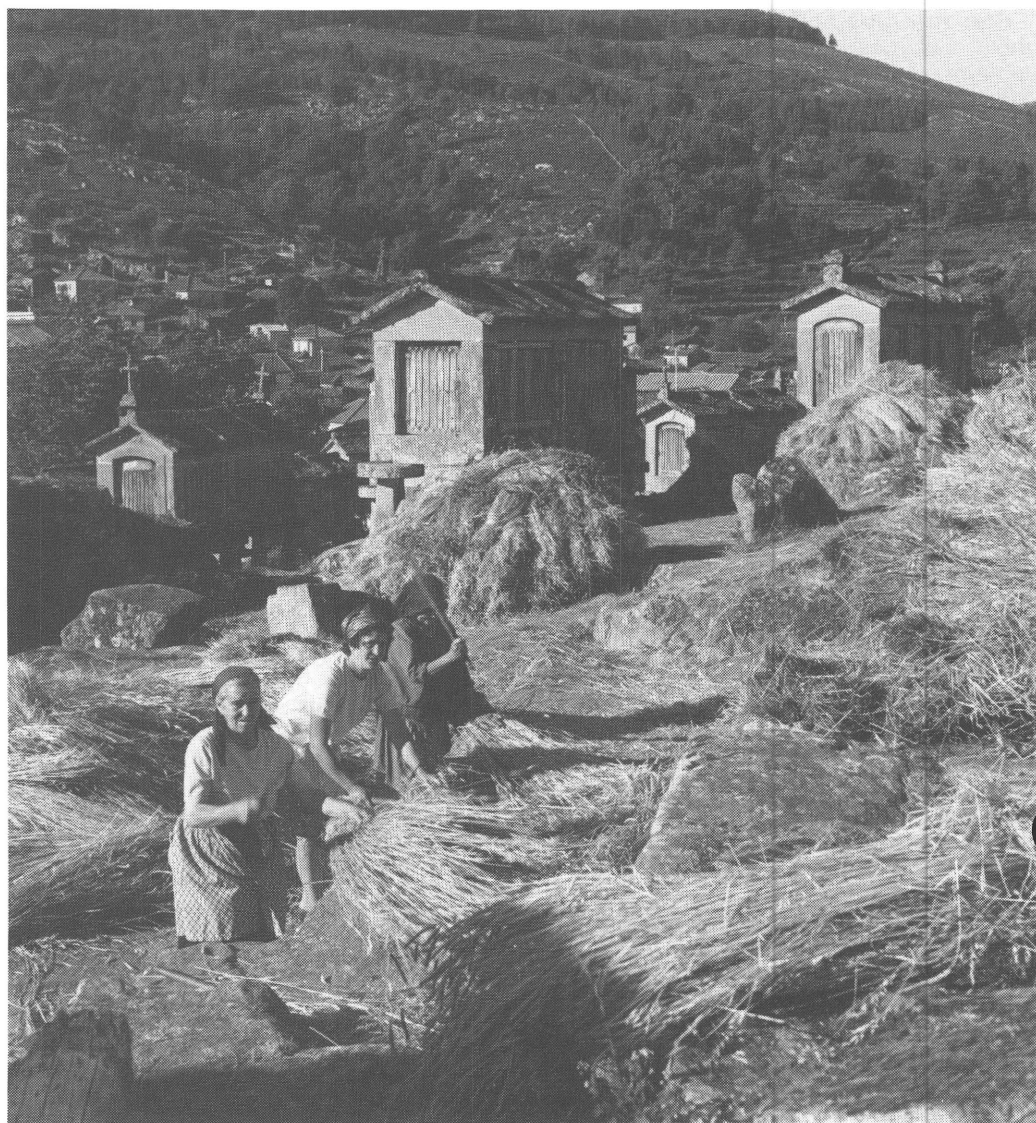
Le Portugal dans la CE

La CE est-ce un mirage ?

A partir du 1er janvier 1986, le Portugal sera membre à part entière de la Communauté européenne. Le plus grand espace économique mondial verra ainsi sa population augmenter de 10 millions d'âmes. Mais ces dix millions constituent le pays le plus pauvre et le moins développé de la Communauté. Dix millions qui connaissent la Communauté à travers ce que deux millions d'immigrés éparpillés dans toute l'Europe centrale leur apprennent dans les lettres qu'ils écrivent, dans les photos qu'ils envoient et dans les conversations en famille qu'ils ont lors des vacances annuelles au village.

Vale de Coelha, située aux confins Nord-Est du pays, est la plus petite paroisse portugaise. Le 1er janvier 1986, elle deviendra la plus petite paroisse de la région la plus pauvre de la Communauté. C'est la démocratie qui a fait connaître son nom aux Portugais : la centaine de citoyens accomplit généralement très tôt son devoir électoral et, à chaque élection, les bureaux de vote ferment donc aussi très tôt. C'est par conséquent presque toujours Vale de Coelha qui fournit le premier résultat partiel. Les médias ne manquent pas d'utiliser le pittoresque de l'information et font leurs titres de ce résultat local. Lors des programmes spéciaux consacrés à la couverture des élections, la télévision consacre des reportages à la paroisse et fait venir des habitants dans les studios. Quelques fois le président du conseil paroissial est interviewé. Ainsi le nom de Vale de Coelha est-il devenu plus familier aux oreilles de la plupart des Portugais que celui de certaines villes relativement importantes.

Récemment, Vale de Coelha s'est une fois de plus attiré les feux de l'actualité, et ce avant même les élections de 1985. On a demandé au dit président ce que les gens de l'endroit pensaient de l'adhésion du Portugal à la Communauté. „Personne



ne nous a encore expliqué ce qu'est la CE", a laconiquement répondu l'élu municipal.

Cent voix comptent peu par rapport aux sept millions d'électeurs portugais. Il est dès lors probable que n'étaient pas encore arrivées dans cette petite paroisse les affiches électorales qui depuis tapissent à profusion tous les murs du pays et montrent Mário Soares, Premier Ministre et candidat à la Présidence de la République, proclamer fièrement : „Nous avons réussi ... le Portugal est dans la CE".

Lisbonne; ville de plus d'un million d'habitants, périphérie comprise, et capitale du Portugal. Elle envoie à l'Assemblée de la République plus d'un cinquième des députés. Ici,

l'affiche de Mário Soares est partout. La CE fait fréquemment la une des huit quotidiens et des quatre hebdomadaires à grand tirage de la ville. Mais, malgré cela, il n'est pas certain que la réponse serait très différente si, dans la rue, nous demandions aux passants ce qu'ils pensent de l'adhésion du Portugal à la CE.

Pendant les huit années qu'ont duré les négociations entre le Portugal et la Communauté, l'information du grand public s'est presque toujours limitée à de la propagande ou à un niveau strictement politique.

Le processus de négociation a été utilisé par chacun des neuf gouvernements que le pays a connus depuis la promulgation de la constitution démocratique

de 1976 pour s'attribuer toutes les vertus et le mérite des succès obtenus, que ce soit dans la progression des négociations ou dans „la défense des intérêts nationaux". Il servit également de prétexte au Parti communiste — un Parti orthodoxe, d'obédience soviétique, qui n'a jamais été au pouvoir après 1976 — pour mobiliser ses troupes contre les partis au pouvoir en brandissant l'épouvantail de la perte de l'indépendance nationale et de la mort de l'agriculture, du commerce et de l'industrie portugais tous trois écrasés par la puissance des multinationales et des grands intérêts économiques des pays riches et superdéveloppés

Suite à la p. 11

Le coup d'envoi d'Eureka

Début novembre, les représentants ministériels de 18 pays (les 10 Etats membres; l'Espagne et le Portugal; la Suède, La Norvège, la Finlande, l'Autriche, la Suisse et la Turquie), se sont réunis à Hanovre pour la seconde conférence Eureka. A l'initiative de la France, une première conférence s'était tenue à Paris en juin; à cette occasion, le Président Mitterrand avait lancé l'idée de la création d'un grand programme de recherche européen qui permettrait à l'Europe de rattraper son retard technologique par rapport aux Etats-Unis et au Japon. A Hanovre, les ministres concernés ont débattu une déclaration de principe dans laquelle le but d'Eureka est décrit comme „l'amélioration de la productivité et de la ca-

pacité concurrentielle des industries et des économies de l'Europe sur le marché mondial par une collaboration renforcée des entreprises et des instituts de recherche sur le plan de la haute technologie et la consolidation des fondements d'un bien-être et du plein emploi."

Monsieur Narjes, vice-président de la Commission de la CE, a précisé que Eureka ne forme nullement la Communauté Européenne de la technologie. La relation entre les deux concepts est celle de la complémentarité et non celle de la compétitivité. Dès lors, se présente le problème du rôle des institutions communautaires et surtout de la Commission, dans Eureka. On pose en effet la question de la création d'un secrétariat chargé

des contacts entre partenaires intéressés (un „bureau de mariage"). Ce secrétariat devrait être „petit, flexible et transparent". Quant à savoir si la Commission pourrait remplir cette fonction, cela reste une question ouverte puisque les participants à Eureka ne sont pas nécessairement des Etats-membres de la CE. Mis à part ce problème d'organisation, des résultats très concrets ont été atteints à Hanovre. Environ 300 projets ont été proposés par 11 délégations différentes, dont 10 ont été acceptés par la Conférence comme premiers projets à l'étiquette „Eureka". A deux projets, la Commission veut octroyer une contribution substantielle; notamment un réseau informatisé européen de centres de re-

cherche et Eurotrac (projet pollution de l'air). Il s'agit en effet de deux domaines de recherche qui, pour une grande part, font l'objet de recherches communautaires. Le danger du double emploi dans les efforts et le soutien financier n'est donc pas imaginaire. Pour sauvegarder la complémentarité d'Eureka et de la Communauté technologique, la Commission de la CE va remettre aux pays participants une liste détaillée des domaines couverts par les programmes de la CE afin d'éviter toute duplication.

Le financement des projets Eureka est en principe assuré par les entreprises concernées. Mais à la conférence de Hanovre, on a constaté une certaine ouverture à un soutien par les autorités publiques.

Eureka : Vrai problème et fausse solution

Eureka

Eureka est un projet ambitieux pour la relance de la recherche et le développement en Europe occidentale.

Mais le projet pose pas mal de problèmes à la Communauté européenne et aux petits pays. Les pays qui sont intéressés par Eureka ne sont pas tous membres de la Communauté européenne, en plus le secrétariat ne ferait-il pas double emploi avec les activités de la Communauté européenne dans le domaine de la recherche ? Ensuite il y a l'appréhension des petits pays qui craignent que les contrats se fassent entre les grands.

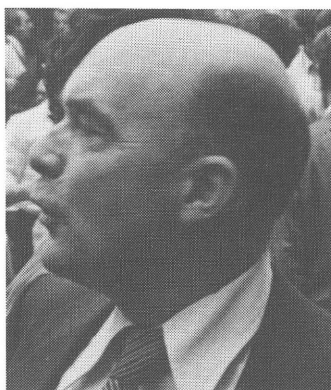
M. Fernand Herman, membre du Parlement européen, nous donne son point de vue.

Face au projet Eureka, j'ai, comme Parlementaire Européen, des réactions mitigées.

Je me réjouis de voir enfin les gouvernements nationaux de 18 Etats européens prendre conscience du fait que pour répondre au défi des temps modernes, la politique nationale de recherche était dépassée, qu'il fallait désormais unir leurs efforts et leurs moyens dans un même but : rattraper l'écart technologique qui sépare déjà dangereusement les pays européens des Etats-Unis et du Japon.

Je me félicite aussi de ce que cette prise de conscience tardive ait été en général bien accueillie dans l'opinion et les médias.

Par contre, je me déssole de voir avec quelle légèreté et quelle précipitation, ces mêmes gouvernements adoptent pour réaliser ces objectifs ambitieux, des voies et des méthodes nouvelles qui n'ont pas fait leurs preuves. Ils ont pourtant à leur disposition, dans le cadre de la C.E.E., des instruments, des moyens et du personnel qui sont rodés et qui ont prouvé, avec le programme Esprit,



le projet JET, et bien d'autres, non seulement qu'ils étaient efficaces mais qu'en plus ils étaient enfin appréciés par les industriels européens.

A Milan, les chefs d'Etat et de Gouvernement avaient marqué leur accord sur un „mémoire en faveur d'une Europe de la technologie" que la Commission venait de leur présenter. Dans les conclusions du Comité Dooge, comme dans le cadre de la conférence intergouvernementale de Luxembourg, ces mêmes Etats Membres ont fait des propositions très constructives pour as-

seoir l'Europe de la Technologie et puis tout à coup, voici EUREKA avec les mêmes objectifs et les mêmes ambitions mais une autre structure, un autre cadre financier et juridique. Comme si ce n'était pas déjà assez compliqué d'harmoniser recherche nationale et recherche communautaire, on nous propose un troisième niveau. Quelle lamentable confusion !

On m'objectera : „Il faut voir plus large que 12 pays. On ne peut négliger le potentiel scientifique de la Suède, de la Suisse et de l'Autriche".

Tout à fait d'accord, mais le projet JET, le programme COST ont concilié avec succès participation communautaire et participation nationale hors marché commun. Pourquoi innover et improviser dans des domaines si complexes.

On m'objectera encore que les procédures de décision et de gestion au niveau communautaire sont lourdes, complexes et lentes ! EUREKA sera une structure légère, non coûteuse !

Nouveaux membres EP

Fariboles ! C'est au niveau du Conseil que tout se bloque, et non au niveau de la Commission. Il a fallu près de cinq ans pour décider le programme Esprit. Par quel tour de magie les représentants de 10 gouvernements qui sont incapables de se décider quand ils siègent au Berlaymont en Conseil de la Recherche vont-ils subitement se mettre d'accord quand ils siègent à 18 à Londres ou à Strasbourg en Conférence d'Eureka.

Oui, mais si les Etats augmentent le budget de la Communauté, cet argent ira à l'agriculture et non à la recherche.

Objection non recevable. Les autorités budgétaires peuvent très bien limiter les dépenses du FEOGA et accroître celles de la recherche.

La vérité est que dans la formule EUREKA, les grands Etats Membres espèrent s'assurer un meilleur juste retour qu'à travers l'action communautaire.

Chaque Etat ajuste sa contribution financière à l'importance et au coût des projets auxquels ses firmes nationales participent.

C'est oublier qu'il est possible par le biais d'agences spécialisées de moduler les contributions financières et l'importance des participations nationales. Exemple : l'agence spatiale européenne.

J'ajouterai pour terminer un dernier argument. Les entreprises européennes qui font de la recherche, du moins les plus importantes d'entre elles, connaissent et apprécient l'action communautaire. Un programme comme Esprit a été pour elles un stimulant considérable. Elles ont pris l'habitude, et pour beaucoup le goût, de se rencontrer, de coopérer entre elles.

Jusqu'alors, c'était surtout avec des firmes Américaines ou Japonaises, qu'elles cherchaient ces contacts. Maintenant, elles

tournent à nouveau leurs regards vers l'Europe. Est-ce bien le moment d'introduire une troisième structure, celle d'Eureka, au risque de les désorienter, d'introduire de la confusion, des doubles emplois, du gaspillage ?

En veut-on une preuve ?

Deux des projets figurant sur la liste Eureka publiée à Hanovre sont des copies presque conformes d'actions déjà entreprises par la Communauté. Il s'agit du projet Eurotrese sur l'environnement et le projet visant à créer un réseau de transmission de données entre les Universités de la Communauté.

Quant à l'idée de créer un secrétariat d'Eureka à Strasbourg, on ne pouvait imaginer une manière plus éclatante d'enlever à la Commission le peu d'influence qu'elle aurait pu conserver sur l'évolution et la coordination des programmes.

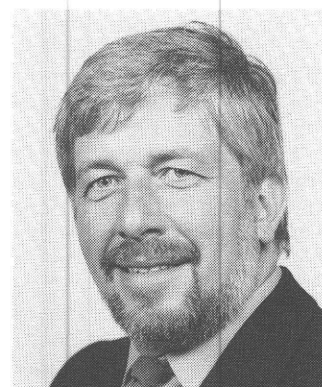
Fernand Herman

*Membre du Parlement européen,
ancien ministre des Affaires économiques,
représentant de la Belgique
dans le Comité Dooze.*



Anne ANDRE
(PRL — LDE)

Née à Schaerbeek □ Comptabilité et langues □ Echevin à Ottignies-Louvain-la-Neuve □ Secrétaire au Groupe Libéral et Démocratique du Parlement Européen depuis 1980 □ Responsable financier du PRL □ Collaboratrice du Président du PRL Louis Michel □ Conseiller provincial suppléant (1978) □ Député européen suppléant en 1984 □ Prend la place au PE de Daniel Ducarme, réélu au parlement belge en 1985.



Alfons BOESMANS
(SP — GS)

Né en 1946 à Hasselt □ Etudes de journalisme à Bruxelles □ Rédacteur à la Volksgazet d'Anvers □ Attaché de presse du secrétaire d'Etat aux Affaires Sociales (1977) puis du Ministre du Travail et de l'Emploi □ Journaliste et présentateur du programme télévisé socialiste „Socialistische Omroep” (1981) et présentateur des programmes radio du SP □ Conseiller communal à Temse (1976) □ Conseiller provincial de Flandre orientale (1977) □ Porte-parole de la Fraction Socialiste □ Président du SP dans l'arrondissement de Sint-Niklaas □ Deuxième suppléant au Parlement Européen en 1984 □ Remplace Karel van Miert, élu au parlement belge en 1985 (le premier suppléant, Marcel Schoeters est lui aussi élu au parlement belge)

Le public européen et l'ECU

L'usage privé de l'ECU n'existe presque pas encore; l'ECU comme moyen de paiement au supermarché ou au restaurant n'est pas encore pour demain. Mais le public européen n'est pas indifférent à l'égard du phénomène d'une monnaie européenne.

Ceci a été confirmé par un sondage organisé par „European Omnibus Survey (chaîne Gallup) (à l'initiative de trois banques parmi lesquelles la Banque Bruxelles-Lambert) dans sept Etats-membres (sauf au Danemark, en Grèce et en Irlande). Quoique la

monnaie nationale reste un symbole de souveraineté, 32 % des interrogés sont favorables au remplacement de la monnaie nationale par une monnaie européenne. 38 % rejettent un tel remplacement, 59 % accepteraient la coexistence d'une monnaie européenne avec la monnaie nationale.

Les avantages d'une monnaie européenne lors de voyages et déplacements à l'intérieur de la Communauté sont évidents. Mais ce qui reste étonnant, c'est que seulement un tiers des per-

sonnes interrogées connaissent l'existence de l'ECU. En Belgique, au Luxembourg et en France la perception de l'existence de l'ECU est relativement grande (plus de 60 %), mais l'ECU est pratiquement inconnue en Grande-Bretagne (10 %). Ceux qui connaissaient déjà l'ECU sont convaincus de l'importance d'une Union monétaire européenne pour la réalisation d'une politique économique commune. On reconnaît en général le rôle économique et symbolique de l'ECU comme catalyseur de l'unification européenne.

Une justice plus accessible

Depuis un an, une expérience financée par la CE se déroule au siège de la Justice de Paix de Marchienne-au-Pont. Elle permet de recourir à une procédure judiciaire simplifiée pour le règlement des litiges entre consommateurs et commerçants, entreprises ou professionnels. Cette procédure, on l'a voulue rapide, efficace et peu coûteuse. Etant entendu qu'elle ne peut s'appliquer qu'à des litiges dont l'enjeu financier est peu élevé : 50.000 frs maximum, et qui ne concernent que la consommation. En sont exclus, par exemple, les conflits familiaux, ou les rapports entre voisins.

Voilà : vous habitez une commune du canton de Marchienne-au-Pont. Un ardoisier a réparé votre toit et cela vous a coûté 35.000 frs. A la première pluie, vous constatez qu'il y a toujours des infiltrations d'eau dans votre grenier. Qu'allez-vous faire pour obtenir réparation ? Et bien, vous vous rendez dans les locaux de la Justice de Paix de Marchienne-au-Pont et vous demandez de rencontrer le juriste-délégué.

Un médiateur impartial

C'est un personnage totalement indépendant du juge ou du greffier et son rôle n'est pas de se substituer à eux. Son statut relève exclusivement du Centre de Droit de la Consommation de Louvain-la-Neuve — nous verrons pourquoi un peu plus loin, — et son financement est assuré par le CE. Ce qui veut dire que son intervention est gratuite. Il tient des permanences trois fois par semaine. Il commencera par vous informer sur les règles de la procédure simplifiée, les démarches à accomplir et les frais à payer.

Il vous proposera d'effectuer pour vous une démarche préalable auprès du „défendeur”, l'artisan en cause. Il vous demandera de remplir un formulaire de réclamation qui reprendra des indications précisant notamment l'identité du dé-

fendeur, la nature du litige et le montant réclamé. Ce formulaire, le juriste délégué va l'adresser lui-même au défendeur et il le convoquera à une réunion où vous devez, vous le demandeur, être présent. Lors de cette réunion, trois scénarios sont possibles : une solution satisfaisante est immédiatement trouvée et le juge de paix acte cet accord. L'affaire est déjà terminée. Ou bien le conflit subsiste, mais le défendeur et vous-même convenez de soumettre le litige au juge de paix dans le cadre de la procédure simplifiée. Vous signez alors un „formulaire de comparution volontaire” et l'affaire est transmise au juge. Troisième possibilité : les deux parties conviennent de soumettre le litige à un arbitre plutôt qu'au juge de paix. Vous signez alors un „formulaire de compromis d'arbitrage” et l'affaire sera confiée à un arbitre.

La phase suivante est évidemment la procédure devant le juge ou l'arbitre. Etant donné qu'en général, les litiges dits de consommation sont simples, une décision intervient rapidement. Cependant, il se peut que le juge, ou l'arbitre, ait besoin d'un complément d'information. Diverses techniques : visite des lieux, audition de témoins, expertise, production de documents, peuvent être utilisées, l'objectif étant toujours d'accélérer le règlement du litige.

Un programme européen pour la protection des consommateurs

L'expérience pilote de procédure simplifiée pour les litiges de consommation qui est en cours à Marchienne-au-Pont, depuis le 8 octobre 1984, c'est la Commission des Communautés Européennes qui a chargé le Centre de Droit de la Consommation de Louvain la Neuve de l'entreprendre.

En partant du constat que, pour des litiges de peu d'importance, le consommateur hésite et renonce très souvent à s'engager

dans une procédure judiciaire. La Commission a mis au point, en mai 1981, un programme pour une politique de protection et d'information des consommateurs.

L'un des objectifs dans la résolution du 19 mai 1981 était l'amélioration de la situation juridique du consommateur. „Le consommateur doit recevoir conseil et assistance dans l'expression de ses plaintes et obtenir juste réparation des dommages subis par le biais de procédures rapides, efficaces et peu coûteuses.” La Commission continuera, le cas échéant, à favoriser la réalisation d'expériences nationales ou locales en ce qui concerne l'accès des consommateurs à la justice et le traitement des litiges les plus courants ou de faible importance et en fera connaître les résultats. Nous voici directement au cœur de l'expérience-pilote. Une expérience similaire est d'ailleurs en cours en Flandre, à Deinze, confiée au Séminaire de Procédure Civile de l'Université de Gand.

Les „barrières” du consommateur

Nous avons vu plus haut que le consommateur répugne en général à aller en justice en cas de litige avec un fournisseur. Il se heurte en fait à des barrières.

La première résulte plus spécifiquement de la disproportion entre le coût de l'accès à la justice et l'enjeu du litige. La procédure simplifiée de Marchienne-au-Pont et l'intervention du juriste délégué entraînent une compression très sensible des frais de justice. De plus, et c'est important, si l'on doit faire appel à un expert, les frais et honoraires de cet expert sont assumés par le budget alloué par la CE à l'expérience, et cela pour la rendre le plus accessible possible au consommateur.

Barrière socio-culturelle : elle pose directement le problème de l'accès à la justice. Le citoyen

concerné appartient souvent à une catégorie sociale peu favorisée. Il est presque toujours incapable de formuler lui-même la plainte. Il ignore même la plupart du temps où il doit l'exprimer. Le juriste délégué va donc lui servir de relais et l'aider à constituer son dossier.

La barrière psychologique : le pouvoir judiciaire représente encore trop souvent pour le justiciable ordinaire un monde étranger, sinon, hostile. L'intervention bénévole et impartiale du juriste délégué et la signature de la déclaration de comparution volontaire, rend le mécanisme de la citation moins agressif et coûteux.

Des résultats concrets

Les services de la Commission Européenne ont le souci de ne pas tirer de conclusions hâtives, ni de dégager un enseignement de l'expérience avant qu'elle ne soit terminée, en juin 1986 et que l'on ait pu comparer les résultats à ceux d'autres expériences. Un comité d'accompagnement devrait procéder à une évaluation. Ce comité composé de personnalités du monde universitaire, judiciaire, des professionnels et des consommateurs, s'inspirera dans ses observations de références puisées à l'étranger. Soulignons en effet que dans d'autres pays de la CE, en Grande-Bretagne notamment, des procédures simplifiées à la disposition des consommateurs sont déjà courantes et inscrites dans le droit.

En février et en juin 1985, une synthèse a été réalisée par le Centre de Droit de la Consommation de Louvain-la-Neuve, au terme de huit mois d'activités du juriste délégué de Marchienne-au-Pont.

La quasi totalité des demandes émanant des consommateurs. Logique, puisque, au départ, ce sont les droits des consommateurs que la Commission voulait protéger, bien que la procédure simplifiée soit également à la disposition

des professionnels ou des services. C'est ainsi que la société Intercom accepte de soumettre à cette procédure son contentieux lié à des factures impayées, avant de procéder à des coupures d'électricité.

Du 8 octobre 1984 au 17 juin 1985, 276 „interpellants” ou demandeurs se sont adressés au juriste délégué pendant ses permanences. 76 demandes ne pouvant être retenues (par exemple parce que le litige ne portait pas sur un problème de consommation), 200 dossiers ont été ouverts. A la date du 17 juin, 187 dossiers, soit 93,5 %, étaient clôturés. Sur ces 187 dossiers, 182 ont été ouverts à la demande de consommateurs, 5 à la demande de professionnels. Le profil socio-professionnel de l'interpellant est le suivant : il dispose en majorité de revenus moyens : 20.000 à 40.000 frs, et se situe d'abord dans la catégorie des ouvriers : 26 %, suivi en cela par les retraités : 18 %, puis par les employés et les cadres moyens : 12 %. Les moins intéressés, manifestement, sont les cadres supérieurs et les professions libérales : 2 % seulement.

En ce qui concerne l'intervention du juriste délégué, on retiendra que 152 formulaires de réclamation ont été adressés immédiatement aux défenseurs, après une première démarche informelle. Dans quelques cas, une simple communication téléphonique aux défenseurs a provoqué une rencontre. Il est arrivé également que le demandeur ait l'occasion de rencontrer directement sur place le défenseur, ce qui, évidemment, simplifiait encore les choses.

Pour l'aboutissement des dossiers, dans les cas ayant donné lieu à l'envoi d'un formulaire de réclamation, 64,1 % ont abouti. 21 défenseurs ont refusé de participer à la procédure simplifiée et 25 ne se sont pas manifestés, ce qui, par rapport au nombre total de formulaires envoyés, représente un pourcentage

de 28,9 %. Compte tenu de toutes les situations, on peut considérer qu'à partir du moment où l'on est arrivé à réunir les deux parties, une solution comportant un accord sous forme de conciliation est intervenue dans la grande majorité des affaires.

Reste une bonne trentaine de cas où le juriste délégué a estimé n'avoir pas à envoyer le formulaire de réclamation : 10 dossiers sur 24 ont trouvé un règlement (41,66 %) la plu-

part du temps à la suite d'un accord informel hors réunion. Les cas restants étant ceux d'interpellants qui n'ont donné aucun suivi à leur démarche auprès du juriste délégué. Globalement, 114 dossiers sur 187, soit 61 %, ont trouvé une solution. Et cela dans un temps moyen de 17 jours depuis la première intervention du juriste délégué jusqu'au règlement de l'affaire.

L'expérience s'annonce donc largement positive.

On ne décidera, nous l'avons vu, de l'élargir et de la généraliser que lorsque les résultats définitifs seront connus. Pour autant, bien entendu, que le gouvernement belge qui a approuvé les résolutions communautaires sur l'information et la protection des consommateurs, ait la volonté de passer du principe à son application en inscrivant la procédure simplifiée dans le droit.

P. Culot



Le 29 novembre, M. W. De Clercq, membre de la Commission, responsable des relations extérieures et de la politique commerciale, a animé un lunch-débat, organisé par la Maison de l'Europe, au Bureau de Presse et d'Information.

A propos du voyage qu'il a fait au Japon, accompagné de deux de ses collègues, MM. Narjes et Sutherland, il a déclaré qu'un status quo est inacceptable pour la Communauté. „La Communauté ne veut pas une guerre commerciale, l'ouverture du marché japonais”, disait-il, „est plus importante que la fermeture de nos marchés”.

Cours International : Intégration Européenne

Pour les licenciés en droit ou en sciences économiques, l'Institut de l'Europe de l'Université d'Amsterdam organise un Cours International sur l'Intégration Européenne.

Les cours, donnés en anglais, se déroulent du 11 septembre 1986 au 30 avril

1987. Les frais d'inscription, de cours ainsi que de pension s'élèvent à environ 13.000 florins. Pour obtenir les formulaires d'inscription ou pour tout renseignement complémentaire (bourses, brochures, ...), veuillez vous adresser à l'adresse suivante :

The Registrar of the International Course in European Integration, „Europa Instituut” of the University of Amsterdam, P.O. Box 19123, 1000 GC Amsterdam, The Netherlands.

Suite de la p. 4 - Europe - Etats-Unis.

commerciale présente un déficit important, renforcé par la hausse rapide du dollar depuis 1980. Ce déficit structurel externe doit, à long terme, miner le cours du dollar et la réserve de monnaie internationale. C'est pourquoi le Président Nixon a laissé flotter le dollar qui plongeait entre 1974 et 1979. Une hausse a suivi mais les données économiques sont restées inchangées. La stimulation est venue de la demande et la relance a développé un sentiment d'euphorie aux EU qui contraste fortement avec l'euro-pessimisme.

A présent que la relance touche à sa fin, il est temps que l'Europe analyse la situation.

Les superstructures financières et monétaires de l'économie occidentale sont dominées en grande partie par les EU qui contrôlent 60 % du marché international de la monnaie et du capital (crédit). Le

dollar est la monnaie de réserve pour 75 % de l'économie occidentale. L'instabilité du dollar ne s'explique qu'en partie par la mutation structurelle. Il y a aussi une explication théorique.

La „Federal Reserve” a abandonné sa politique traditionnelle d'escompte à l'arrivée de Reagan et a opté pour une politique monétaire serrée. La combinaison de cette politique sévère avec une politique budgétaire déficitaire a amené la hausse des taux d'intérêt d'abord, du taux de change ensuite.

Lorsque la relance stimulée par la demande a atteint sa vitesse de croisière en 1983-84, la rareté du capital américain a commencé à se faire sentir et a produit un effet d'aimant sur le marché international de la monnaie et du capital.

Les conséquences en sont connues : le marché américain est envahi par des produits étrangers, surtout japonais et des quatre Etats asiatiques,

„the big four”. Ce qui nuit à l'industrie américaine.

Par leur politique budgétaire et le déficit de leur balance commerciale, les EU sont devenus des importateurs nets de capitaux.

Ils dépendent à présent de la confiance des épargnants et investisseurs étrangers. Mais à ce propos, le monétarisme international a une réponse, du moins théorique : si le dollar vaut plus maintenant, c'est parce qu'il y a une forte demande sur les marchés financiers nationaux et internationaux. Le professeur Baeck note ici qu'on passe outre l'aspect de la valeur „intrinsèque” du taux de change. Selon les adeptes de ce courant de pensée, le taux de base de la monnaie doit rester en rapport avec les variables de base de l'économie, c.à.d. avec la tendance fondamentale du développement de la productivité.

Après la seconde guerre mondiale, „l'école de la valeur intrinsèque” l'emportait. Keynes défendait à

Bretton Woods même l'idée d'un étalon „objectif” international. Son nom : le „bancor”. Le compromis avec les libéraux a abouti à l'étalon-dollar.

De plus en plus, des voix s'élèvent pour défendre un système de marges sur base de variables de base intrinsèques, c.à.d. de variables de base objectives. C'est la voie qu'a suivie le SME depuis 1978.

Le Président Mitterrand en était le porte-parole lors des dernières rencontres au sommet des chefs d'Etats occidentaux. Tôt ou tard, selon le professeur Baeck, les EU devront faire face à la réalité.

Leur politique (déficits interne et externe, importation nette de capital, taux interne d'épargne bas, tendance à une faible productivité, augmentation injustifiée des taux d'intérêt et du taux de change) est en effet peu conciliable avec leur rôle de pays émetteur de la devise-clé.

Prof. L. Baeck

Suite de la p. 6 - Le Portugal.

de l'Europe communautaire.

A chaque campagne électorale, il sert aussi aux partis qui ont été au pouvoir — Parti socialiste, Parti social-démocrate et Parti du centre démocratique social — pour mettre en relief le „rôle prépondérant” que chacun d'eux a joué dans la concrétisation du nouveau projet national qui permet la „consolidation de la démocratie” et ouvre au Portugal „les portes du développement”.

Ce fut avec des expressions de ce genre, revenant à tous propos et sans cesse rabâchées mais jamais expliquées, que les politiciens portugais ont présenté au pays „la priorité des priorités nationales” — l'adhésion à la CE. Après la fin de l'empire, c'est le nouveau projet national; cinq cents ans plus

tard, c'est une nouvelle grande découverte.

„Mais est-ce que ça que nous voulons entrer dans la CE ?” Cette question revient de plus en plus souvent au Portugal. Qui la pose ? Ceux qui ne savent plus comment échapper à la bureaucratie envahissante, ceux qui se plaignent des écoles, des employés de banque pas très agréables ou peu diligents, des hôpitaux, du service dans les restaurants, des routes pleines de nids de poules, des trains qui n'arrivent pas, de la Sécurité sociale ou du voisin d'en haut qui sème systématiquement ses ordures dans l'escalier et qui n'a pas l'élémentaire savoir-vivre, lorsqu'il remonte, de nettoyer ce qu'il a sali.

Pour l'écrasante majorité des Portugais, pour ceux qui n'ont pas l'habitude de voyager, de sortir du pays, pour ceux qui ne lisent pas la presse étrangère et ne comprennent pas le dis-

cours supercodifié des protagonistes des débats télévisés, la CE c'est le mirage, la richesse, presque le paradis ou la baguette magique qui, d'un seul coup, a raison de tous les maux. C'est là où vit Joaquim, celui qui a émigré clandestinement en France sans un sou il y a une quinzaine d'années et qu'on voit maintenant, pendant les vacances au pays, au volant d'une superbe Mercedes, dont la famille parle français, qui termine de construire une maison de trois étages qui fait envie à tout le village et qui ignore même combien d'argent il a sur le compte à terme qu'il possède à la Banque.

Pour les commerçants et les industriels, c'est l'hydre à sept têtes qui va entraîner des faillites en cascade et en finir à tout jamais avec les plus petits. Pour une petite poignée d'entre eux, plus dynamiques, c'est la grande occasion d'agrandir leurs affaires,

d'entrer en concurrence avec les étrangers sur un pied d'égalité.

Pour les travailleurs, c'est l'alignement des salaires sur les niveaux internationaux. Mais au prix de quelle inflation ? ... Et cette interrogation sert de prétexte à la multiplication des revendications syndicales.

Pour la majorité des Portugais c'est le „il n'y a rien à faire, il faut le faire” mais que, cependant, personne ne fait. C'est ce mélange de contemplation et de fatalisme qui est l'âme du fado.

Mais pour Ernâni Lopes, le Ministre portugais des Finances et du Plan qui a achevé les négociations avec la Communauté et signé le traité d'adhésion, „maintenant il ne suffit pas de dire qu'il faut le faire. Il faut vraiment le faire. Fini le fado”.

Freitas e Silva

L'Europe et le Japon : l'amour ne peut pas venir que d'un seul côté

La première entreprise industrielle belge à prendre pied sur le sol japonais a été Agfa Gevaert. C'était en 1950.

Depuis lors, l'exemple d'Agfa a été suivi par Solvay, Sabena, Bekaert, les principales banques belges, etc., soit au total 17 entreprises sur un total de 1112 pour l'ensemble de la Communauté européenne.

En contrepartie de cette tentative assez timide des Européens de pénétrer sur le marché japonais, la Communauté se trouve inondée de produits japonais. En 1970, 72,6 % des importations japonaises à destination de la Communauté étaient encore „couvertes” par des exportations vers le Japon; en 1975, le taux de couverture était tombé à environ 44 % et il n'est plus, actuellement, que de 35 %.

Dès 1978, le Conseil des Communautés a considéré que cette évolution était franchement alarmante. C'est pourquoi les Dix se réunissent à présent régulièrement avec les Japonais en vue d'amener ceux-ci à entrouvrir un peu plus leurs portes à leurs partenaires commerciaux européens.

Ces portes sont actuellement bloquées à divers égards. C'est ainsi que, pour un certain nombre de produits agricoles, le Japon prélève encore des droits à l'importation relativement élevés, allant de 25 à 40 %; en outre, il existe parfois des restrictions à l'importation. Ces deux types de mesures freinent les importations de boissons alcooliques, de confiseries, de produits laitiers, de conserves alimentaires, de viande et de poisson. Des entraves de cette nature entravent également les importations de chaussures et de vêtements européens.

Ambiguïtés

Un deuxième facteur déterminant réside dans le fait que les autorités japonaises sont peu disposées à acheter à l'étranger et donc aussi à l'Europe. En raison de la nature de la

procédure d'appel d'offres, il est, la plupart du temps, tout à fait impossible aux entreprises étrangères de soumissionner.

La Communauté européenne a attiré l'attention des autorités japonaises à diverses reprises sur ce point.

Bien que le Japon ait signé le code du GATT relatif aux entraves techniques, les entreprises européennes rencontrent dans ce domaine une multitude de difficultés, notamment parce qu'il existe au Japon de nombreuses dispositions obscures et ambiguës et toutes sortes de procédures de contrôle et de vérification exagérément complexes, permettant de rejeter les tests effectués en dehors du Japon, etc. Ces difficultés ont également été abordées à plusieurs reprises par les autorités européennes. Toutefois, la plupart des problèmes continuent plus ou moins de se poser, en dépit de légers progrès.

Les procédures douanières ont déjà été relativement simplifiées, mais l'application d'autres dispositions d'ordre sanitaire, par exemple, peut encore différer le dédouanement des marchandises pendant des périodes assez longues.

En ce qui concerne les activités bancaires et d'assurance, des dispositions très strictes restent applicables. La complexité du système de distribution japonais, qui est souvent contrôlé par des producteurs nationaux, constitue un obstacle supplémentaire aux importations de produits européens. S'il est vrai que le gouvernement japonais a assoupli les conditions pour certaines ventes promotionnelles, il semble, pour le reste, se limiter à des études sur le secteur de la distribution.

Secteur de l'électronique

Tous ces obstacles ont contribué à creuser, au cours des deux dernières années, le déficit commercial de la Communauté par rapport au Japon, lequel est passé de 11,6 milliards

d'Ecus en 1982 à 13,3 milliards en 1983 et à 15,5 milliards en 1984.

En outre, la qualité des échanges bilatéraux se détériore. Les exportations japonaises se concentrent sur une gamme limitée de produits à haute valeur ajoutée, tandis que les importations en provenance de la Communauté ne progressent notablement que pour les matières premières et les produits semi-finis.

La Communauté importe en effet essentiellement du matériel électrique, électronique et de transport en provenance du Japon. Ces produits représentent au total quelques 80 % des importations en provenance du Pays du soleil levant.

Il est vrai que le gouvernement japonais s'était engagé à modérer ses propres exportations pour la période allant de 1983 à 1985 et que l'afflux de vidéoscopes, tubes cathodiques couleurs et postes de télévision s'est effectivement quelque peu ralenti. Il n'en reste pas moins que le marché européen a été plus que jamais inondé par les voitures japonaises en 1984, de même que par les machines-outils en 1985.

De plus, de nouveaux produits sont écoulés à la chaîne, de sorte que l'industrie européenne a été amenée à déposer un certain nombre de plaintes antidumping.

Secteur des matières plastiques

Les importations européennes vers le Japon se sont en fait légèrement accrues entre 1982 et 1984, mais il s'agit essentiellement de matières premières et de produits de base pour l'agriculture. En

1984, il s'est uniquement agi d'une reprise des fournitures européennes de viande de porc, de métaux non ferreux et de matières plastiques.

En revanche, les importations de nombreux produits agricoles transformés, tels que l'alcool, de même que de matériel de bureau et de vêtements ont diminué. Cette tendance préoccupante s'est poursuivie au cours du premier semestre de 1985, où les importations en provenance de la communauté se sont réduites de 9,4 %.

Le 18 novembre, une délégation de la Commission européenne s'est rendue au Japon pour plaider cette affaire auprès du gouvernement. C'est d'ailleurs ce que la Commission n'a cessé de faire, ces dernières années, avec une régularité implacable. Le Japon a au demeurant annoncé, depuis janvier 1982, sept trains de mesures visant à libéraliser son marché.

Le 30 juillet 1985 un programme d'action triennal a finalement été mis en œuvre. Celui-ci consacre la règle de la „liberté” et considère les interventions publiques comme des „exceptions”. Toutefois, d'après les estimations, il faudra trois ans avant que ces principes ne se traduisent par des mesures concrètes. Au demeurant, un certain nombre de tentatives de la Communauté n'ont pas été prises en considération.

Aussi, la Commission entend envisager elle-même de nouvelles recommandations sur la base des informations qui ont été recueillies par la délégation européenne en novembre à Tokyo.

Agenda

21.11 : Journée d'études FEB; **22.11** : Symposium : la Conférence Intergouvernementale; **28.11** : Lunch-débat avec Monsieur W. De Clercq; **4.12** : Union Générale Belge du Nettoyage et de la Désinfection; **6.12** : Stagiaires DG

X; 16.12 : Ecole Royale Militaire; **17 & 18.12** : Maison de l'Europe; **8.1.86** : Ecole Enfant Jésus — Nivelles; **10.1** : Athénée Royal „André Thomas” Bruxelles (Section économique); **4.2** : Provinciaal Hoger Instituut Antwerpen; **16.4** : Academie Derde Leeftijd — Bruxelles

L'Europe du citoyen

Jacques Delors : pour un véritable espace monétaire européen

Prenant la parole le 29 octobre à Londres devant les membres de la Confédération de l'industrie britannique, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, a lancé un appel en faveur d'un „espace monétaire européen”, dans lequel il voit un moyen efficace de résoudre le double problème posé par une croissance économique insuffisante et par le chômage. Les solutions purement nationales ne sauraient suffire, a déclaré l'orateur : pour relancer l'économie des pays membres, la dimension européenne est indispensable. C'est pourquoi la coopération monétaire entre les partenaires de la Communauté constitue l'un des quatre fronts sur lesquels il faut mener le combat de l'intégration européenne.

Les autres fronts, estime Jacques Delors, sont ceux du marché intérieur, de l'Europe technologique et de l'amélioration des processus de décision au sein des institutions européennes.

Les règles de consultation établies entre les pays membres du SME ont fait la preuve de leur utilité et de leur solidité, a commenté le président de la Commission. Il reste cependant à doter la Communauté d'une réelle personnalité dans ce domaine. C'est pourquoi la Commission a proposé la création d'un Fonds monétaire européen indépendant, qui serait chargé de superviser les progrès de l'intégration des politiques nationales en la matière. Une telle coopération, a souligné M. Delors, devrait permettre à l'Europe de s'attaquer également aux problèmes de l'instabilité des marchés de change et de la dette du tiers monde.

„Je ne doute pas, a insisté M. Delors, que le renforcement du SME pourrait contribuer à l'émergence d'une Europe plus dynamique, capable de créer une croissance plus élevée et un plus grand nombre d'emplois”.

Esprit, à la loupe

Esprit, traduisons le Programme stratégique européen de recherche et développement des technologies de l'information, a d'ores et déjà été couronné de succès, en dépit du scepticisme qui avait entouré ses débuts : c'est le jugement que l'on peut lire dans un rapport indépendant qui vient d'être publié à Bruxelles.

Ses auteurs en sont M.M. A.E. Pannenburg, un ancien dirigeant de la société Philips et président de la commission d'évaluation du programme Esprit, A. Danzin, un ancien de Thomson, et le professeur H.J. Warnecke, du Fraunhofer Institut et d'IPA. Tous trois étaient assistés d'un secrétariat comprenant MM. Grandis (de Tecnetra), Monsieur Comase et Walker (Mackintosh International). Donc des personnalités éminentes et impartiales. Leur rapport est le fruit de quatre mois de travail, d'entretiens personnels et de dépouillements de questionnaires. Il a été publié mi-octobre, c'est-à-dire près d'un an avant la date fixée. Ce raccourcissement des délais a été rendu nécessaire par la rapidité même avec laquelle Esprit a progressé.

Tout en soulignant ce succès, les auteurs du rapport émettent également des critiques. C'est ainsi qu'ils auraient souhaité une meilleure communication entre les participants. D'autre part, pour la seconde phase d'Esprit, qui certes devrait continuer à se concentrer sur la recherche préconcurrentielle, certaines modifications sont suggérées. Ainsi, le programme actuel couvre cinq domaines-clés : microélectronique de pointe, traitement avancé de l'information, technologie du logiciel, bureautique et fabrication gérée par ordinateur. Les auteurs du rapport suggèrent, pour Esprit II, la réduction à trois domaines, en fusionnant le logiciel et le traitement avancé de l'information, la bureautique et la fabrication gérée par ordinateur. Des fonds devraient être également réservés à des projets de démonstration capables d'avoir un effet stimulant sur les utilisateurs et

sur le marché des technologies de l'information. Enfin, il conviendrait de prévoir des crédits spécifiques pour des projets plus imaginatifs qui pourraient être exécutés par des entreprises plus petites qu'actuellement et par les établissements d'enseignement supérieur.

Les auteurs du rapport voudraient aussi que l'on cultive mieux l'image de marque d'Esprit. Ils suggèrent dans ce but le recours aux projets de démonstration, déjà mentionnés, et l'attribution de prix récompensant la meilleure innovation, le meilleur projet, etc.

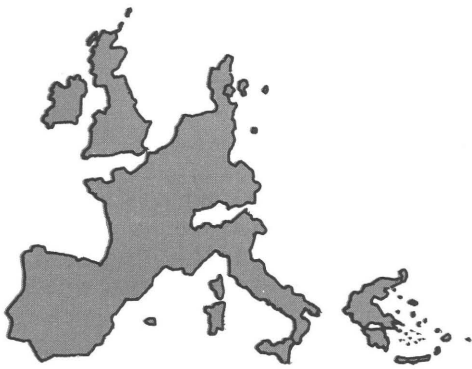
Leurs conclusions coïncident avec l'idée qui a dominé en septembre à Bruxelles la Semaine technique du programme : Esprit était nécessaire mais Esprit n'est pas tout. La phase suivante devra traduire la concentration de l'effort de recherche et le développement sur certains domaines stratégiquement et économiquement importants des technologies de l'information.

„La postérité verra dans Esprit une étape importante dans la formation d'un environnement communautaire capable d'avoir des effets profonds dans tous les secteurs industriels”.

Une nouvelle paire de Manche

Cette fois-ci, c'est sérieux : il semble bien que le tunnel sous la Manche soit en voie de devenir une réalité, sous une forme ou sous une autre. En tout cas, le 30 octobre dernier était la date de clôture des soumissions pour le consortium privé qui se propose de construire l'ouvrage.

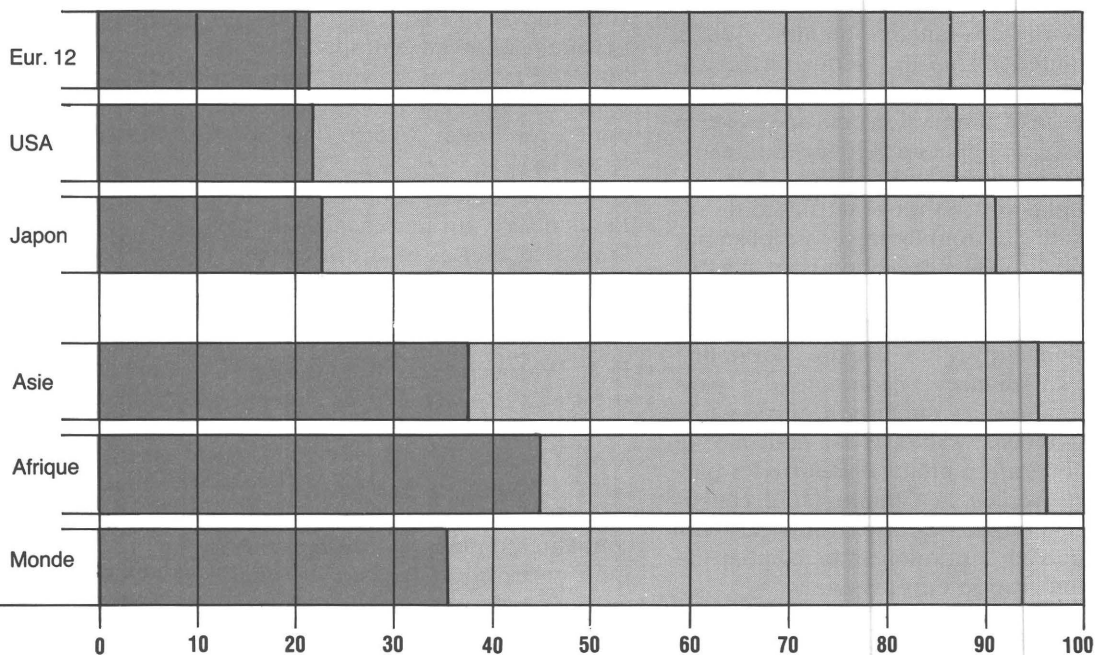
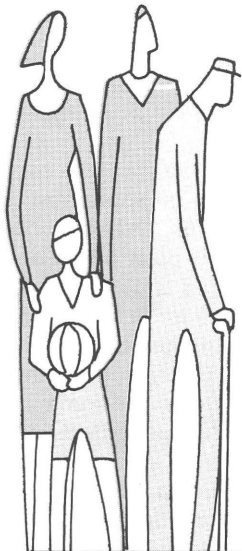
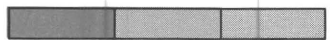
Cependant le tunnel n'est qu'un projet parmi d'autres, dans une série d'infrastructures de transport qui ont été examinées récemment par une Table ronde d'industriels européens. Citons une liaison rapide Hambourg-Copenhague-Oslo, un nouveau tunnel sous les Alpes et un réseau européen de trains à grande vitesse. Le coût total de ces projets (y compris le tunnel Transmanche) serait de l'ordre de 60 milliards de dollars sur une période de 20 ans. Certains experts estiment que, du-



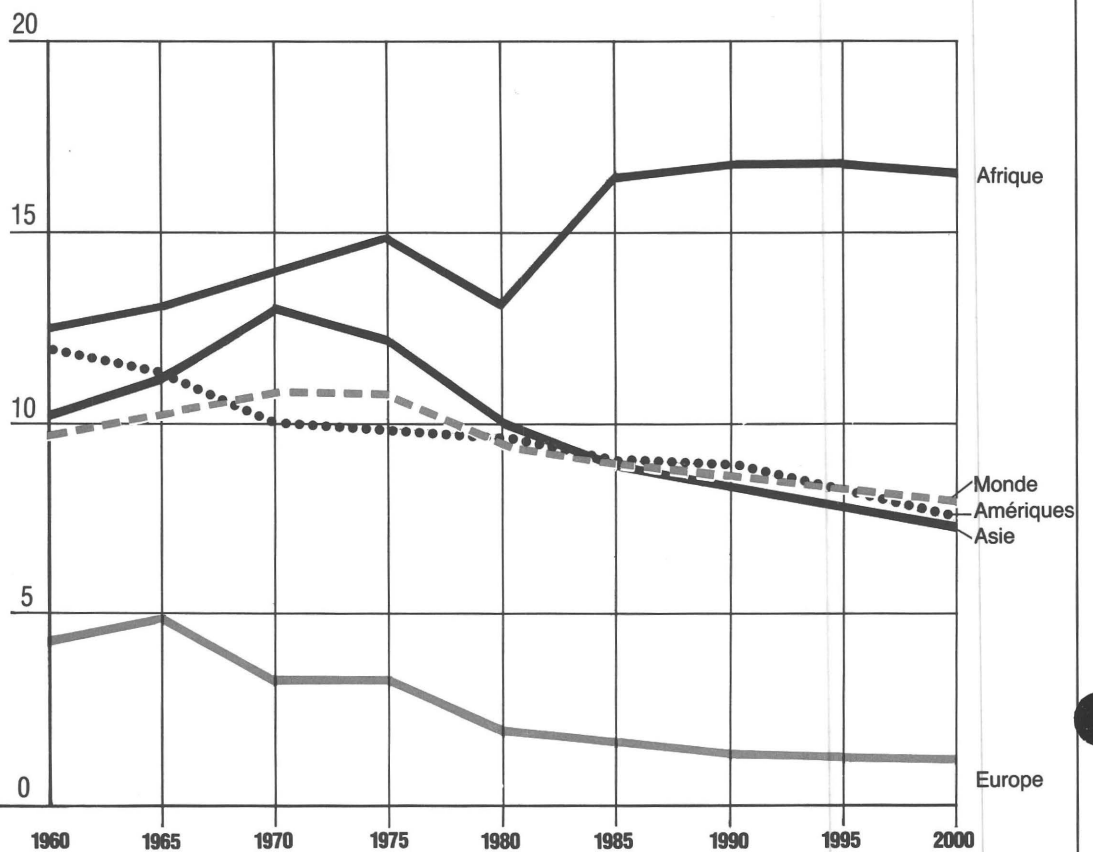
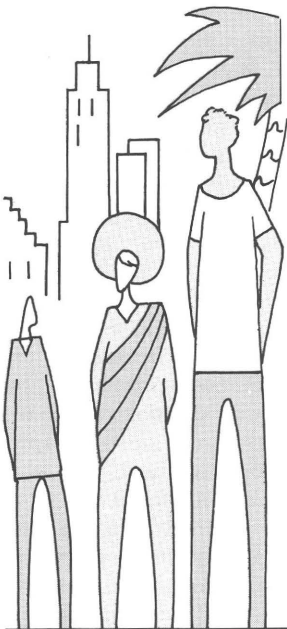
EUROPE 12

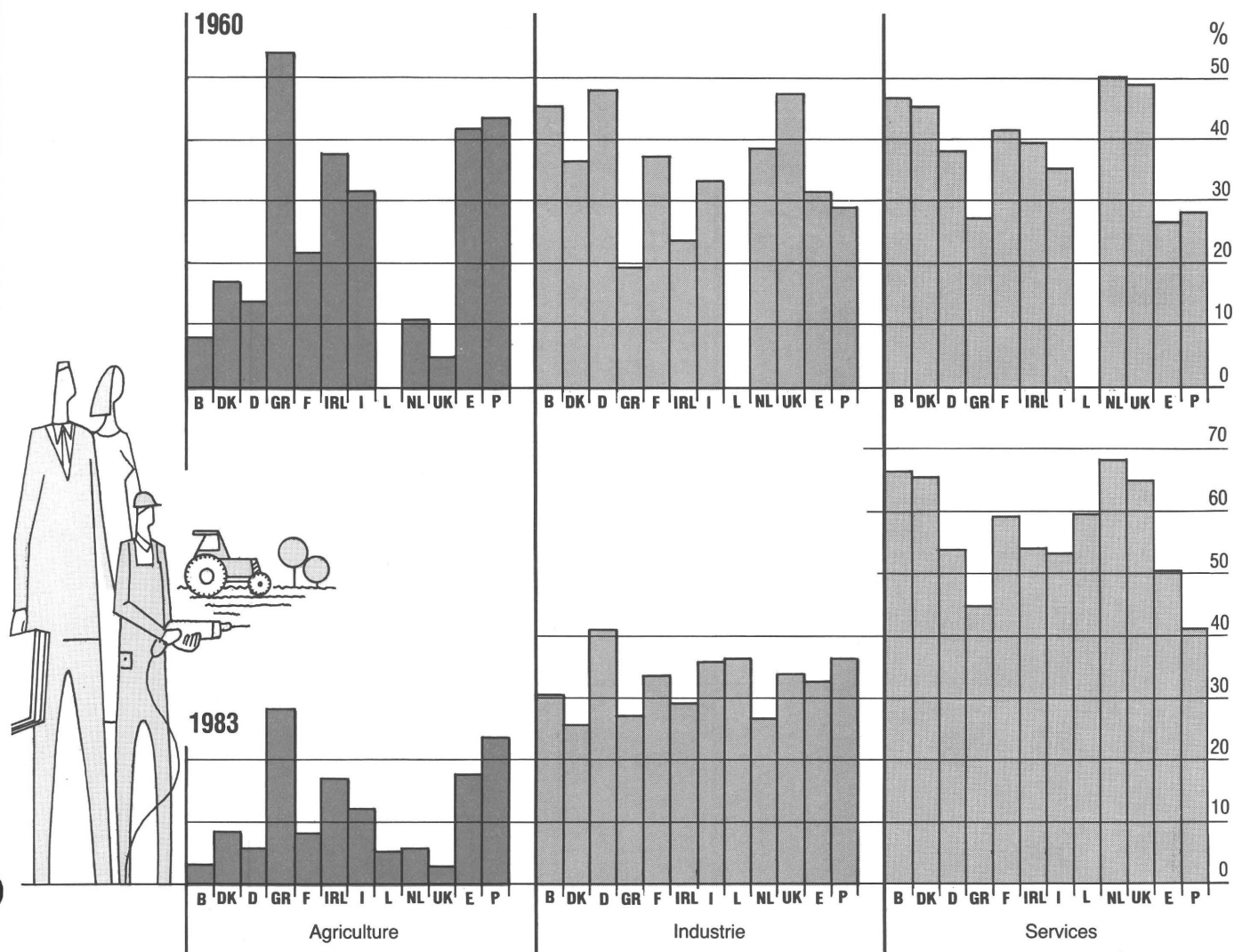
La population par groupe d'âge

0-14 ans 15-64 ans + 65 ans



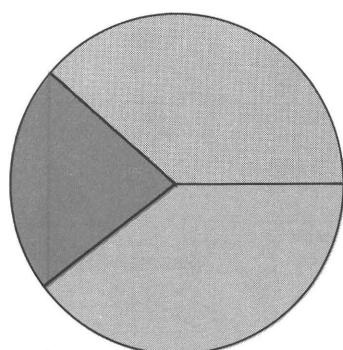
L'accroissement de population en %



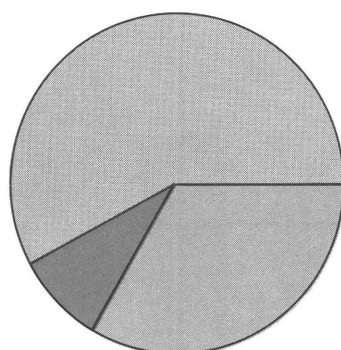


Répartition de l'emploi par branche

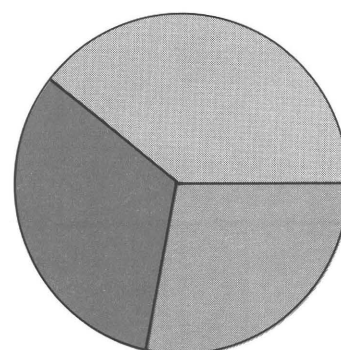
1960



EUR 12

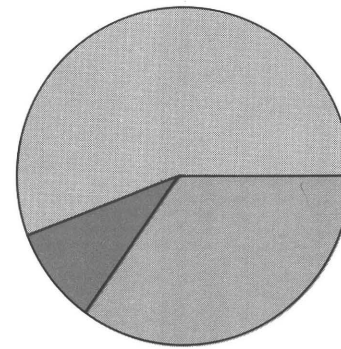
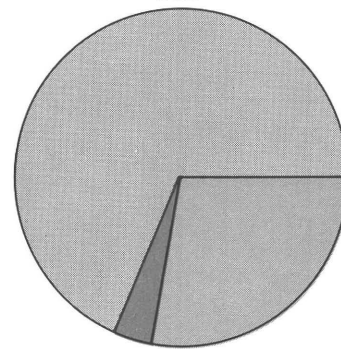
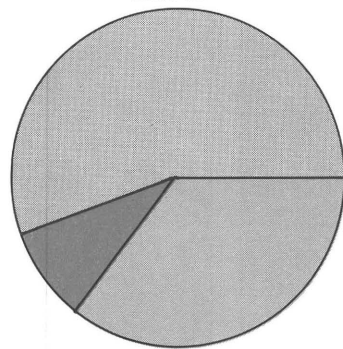


USA



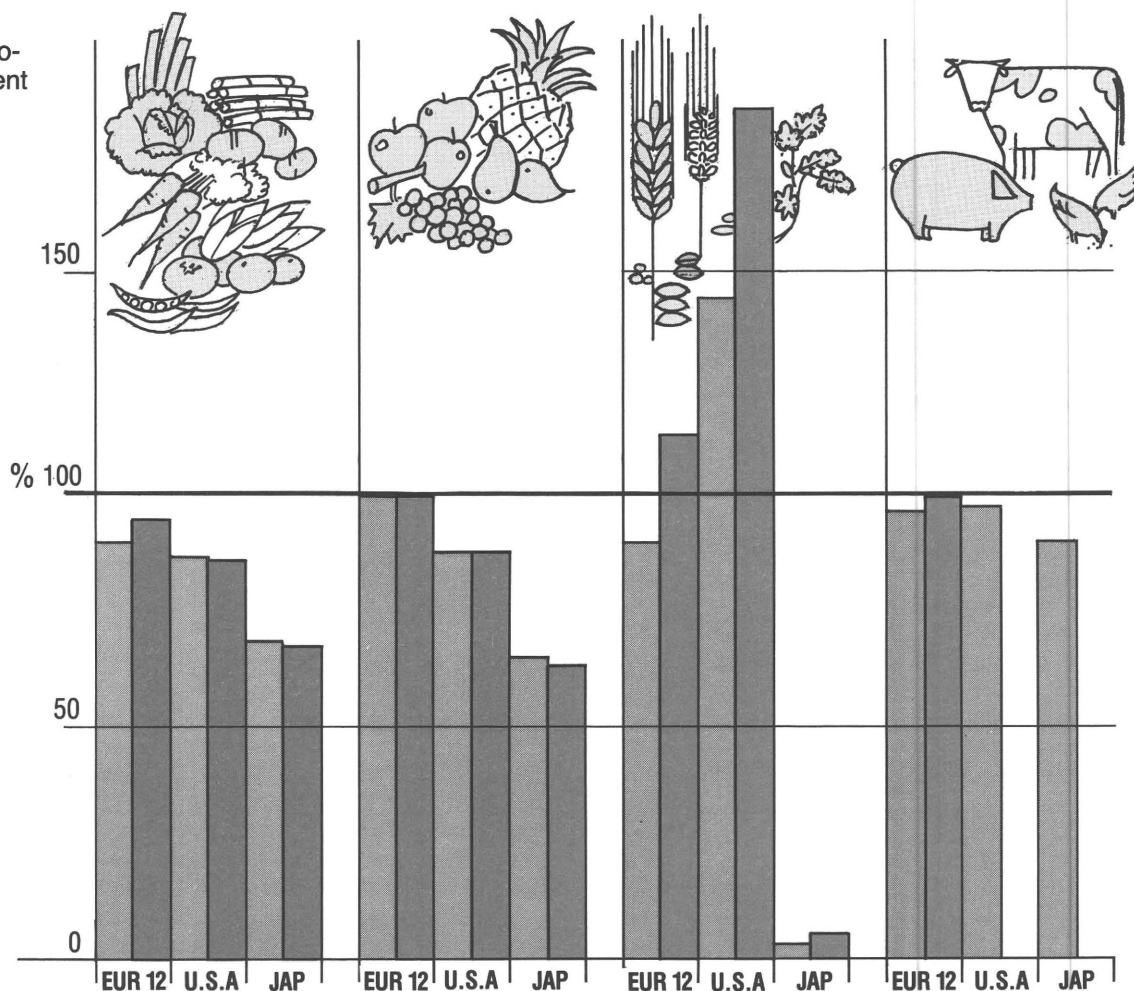
JAP

1983



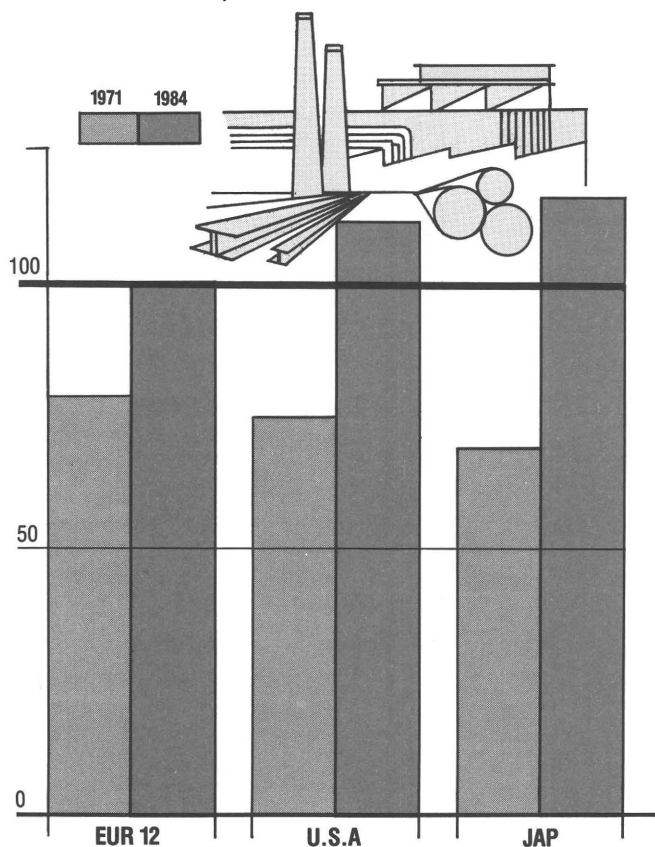
Le degré de l'auto-approvisionnement

1974 1983

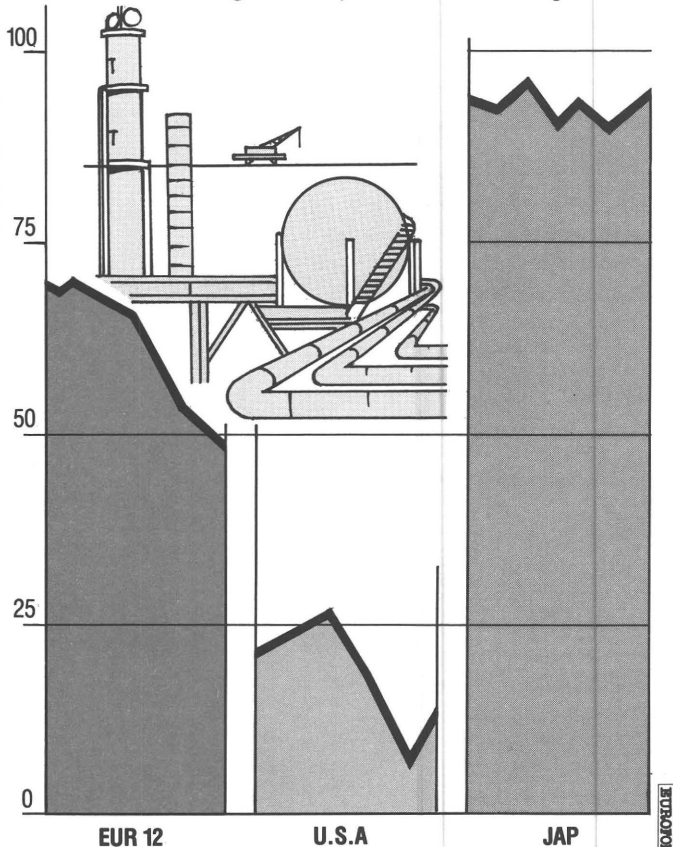


Indices de la production industrielle

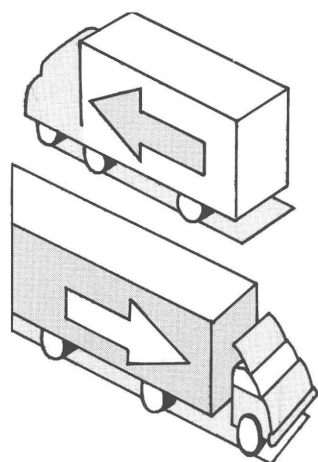
1971 1984



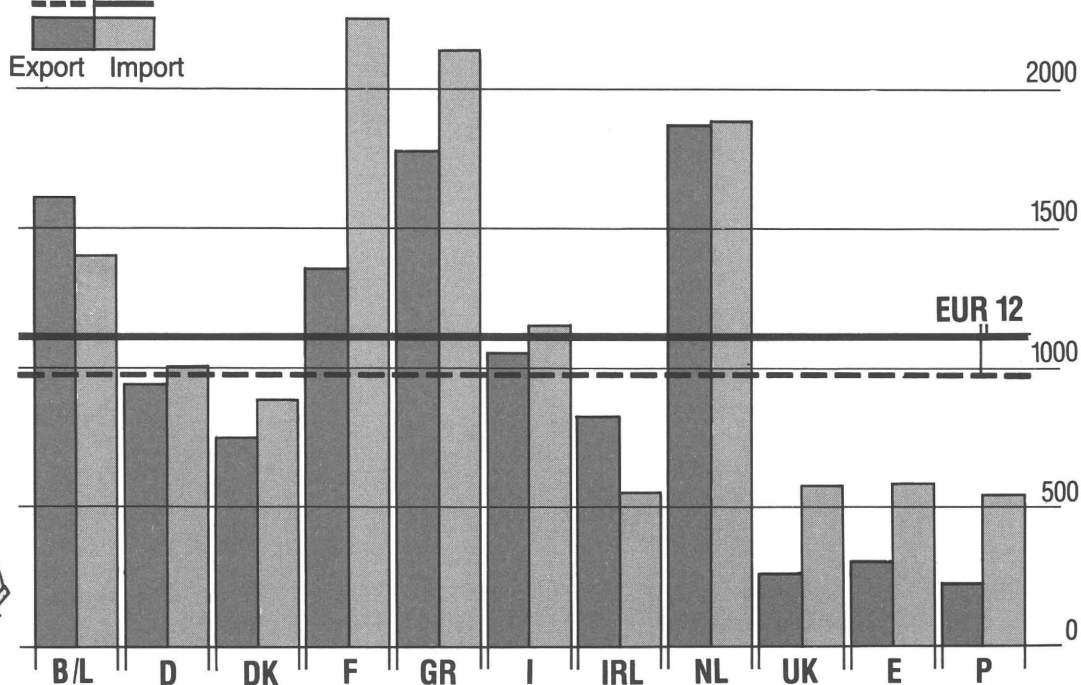
Le degré de dépendance en énergie en %



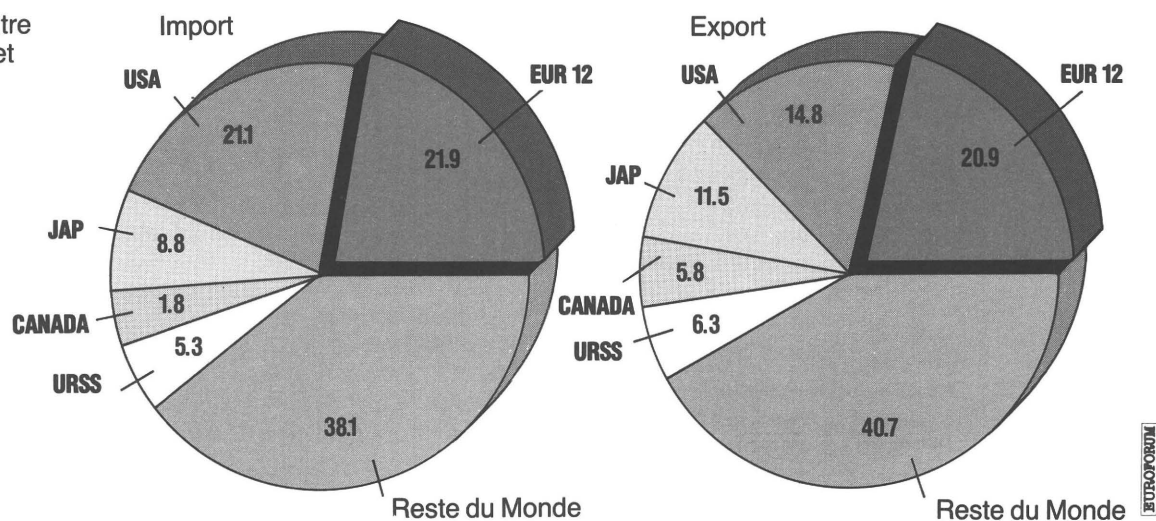
Les exportations et les importations par habitant



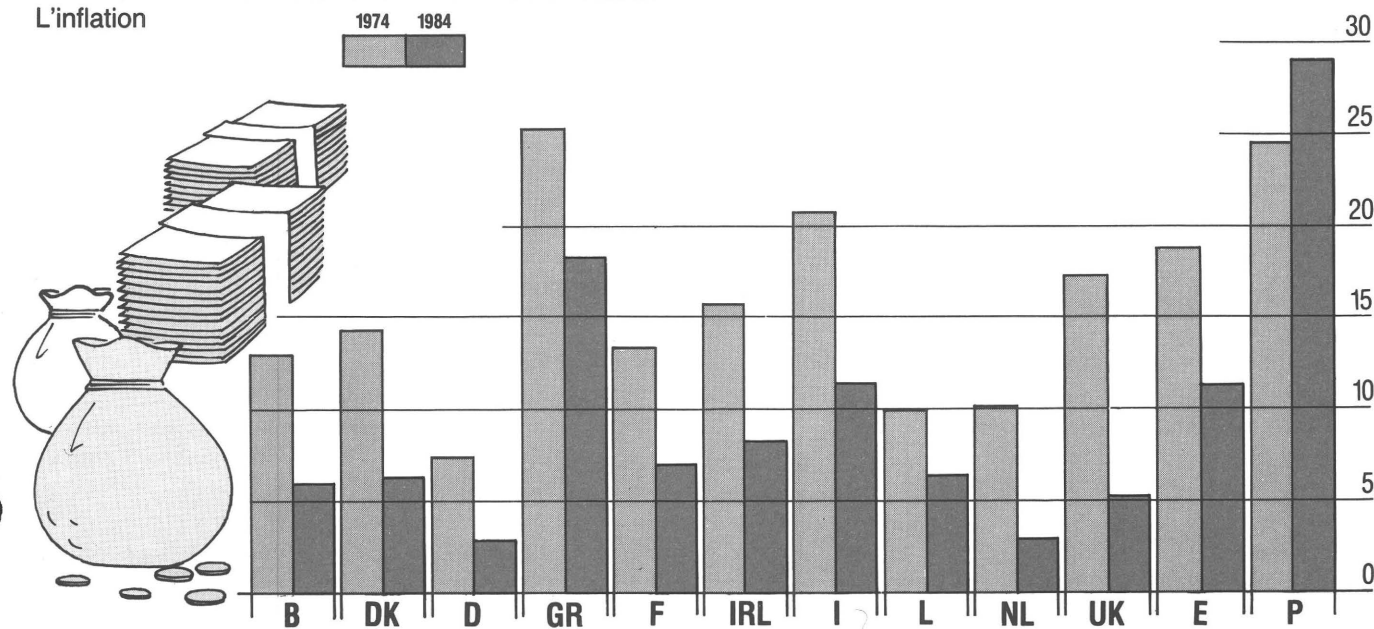
Export Import



Le commerce entre la communauté et le monde



L'inflation



7 octobre

Luxembourg — Conseil du Marché Intérieur. Le programme de la Commission pour un „vrai” marché intérieur pour 1992 a été bien reçu par les „Dix”. Les problèmes concernant la mise en œuvre de la Convention de Luxembourg sur les brevets seront discutés à la conférence intergouvernementale en décembre.

Strasbourg — Symposium organisé par le Parlement Européen concernant le défi technologique, avec le Président de la Commission, Mr. Delors.

8 octobre

Strasbourg — Session plénière du Parlement. Débat principal concernant les défis de l'an 2000, surtout technologiques. Adoption du rapport Poniatowski.

9 octobre

Strasbourg — Mr. Andriessen, Vice-Président de la Commission et responsable de l'Agriculture, annonce les premières mesures pour réduire les stocks de beurre de la Communauté. Le programme sera élargi mais sans un programme „beurre de Noël”.

Strasbourg — Manque d'enthousiasme du Parlement pour le budget proposé pour 1986, qui d'après la majorité des membres du Parlement Européen ne prend pas en considération l'élargissement de la Communauté.

11 octobre

Bruxelles — Le Commissaire des affaires sociales Sutherland, propose le nouveau programme d'action communautaire de lutte contre la pauvreté : 18 millions d'Ecu (sur une somme totale de 25 millions en quatre ans) pour initier 61 programmes.

17 octobre

Luxembourg — Conseil d'acier. Pas encore de décision concernant le régime „post 85”.

17-18 octobre

Bangkok — Réunion des ministres CE/Asean avec le Commissaire Cheysson. Perspectives futures sont définies et l'accord de coopération examiné.

17 octobre

Bruxelles — Vice-Président Natali rencontre les ambassadeurs des pays SADCC (Conférence sud-africaine de la coordination du développement 1980).

17-19 octobre

Espagne — Visite officielle du Président Delors qui rencontre entre autres, le Roi Juan Carlos.

AIDE-**MEMOIRE**

Madrid — Congrès sur la Culture Européenne avec le Président Delors et le Commissaire Ripa di Meana.

18 octobre

Luxembourg — Le conseil adopte une déclaration critiquant l'attitude des Etats-Unis pendant les négociations sur l'acier.

Bruxelles — Le Comité d'Evaluation Esprit, un Comité d'experts indépendants, publie un bilan positif après la première phase d'Esprit. (Programme Européen pour les technologies de l'information).

21-22 octobre

Luxembourg — Conférence intergouvernementale. Des progrès sont faits dans la discussion concernant le marché intérieur.

Luxembourg — Conseil des affaires étrangères. Peu de progrès concernant la politique méditerranéenne. Conseil agricole. Les „Dix” se mettent d'accord sur un prix pour l'huile d'olive, mais refusent d'augmenter le prix du sucre ACP.

22 octobre

Luxembourg — Session du Conseil de Coopération CE/Israël. Réunion du Parlement Européen / Conférence Intergouvernementale. Le Président du Parlement Européen Pierre Pflimlin, exprime son mécontentement en ce qui concerne le rôle du Parlement dans la réforme des Institutions.

23 octobre

Strasbourg — Session plénière du Parlement Européen. Une large majorité du Parlement exprime son souci en ce qui concerne le tournant que prend la Conférence Intergouvernementale. Session officielle à l'occasion de la visite du Président von Weizsäcker de la République Fédérale d'Allemagne. Adoption du rapport Van den Heuvel concernant les droits de l'homme.

Luxembourg — Conseil informel de Recherche.

24 octobre

Strasbourg — Le Parlement Européen se prononce en faveur d'une politique de paix dans le Moyen-Orient, inspirée par une proposition palestinienne-jordanienne. Le Parlement Européen approuve avec une petite majorité la résolution, (qui

n'était pas à l'agenda) de construire à Bruxelles des bureaux et un hémicycle pour au moins 600 personnes.

26-27 octobre

Luxembourg — Réunion informelle des ministres des affaires étrangères. Les „Dix” se mettent d'accord sur les relations avec les pays méditerranéens.

28 octobre

Luxembourg — Conseil Economico-Financier. Le Président Delors annonce des projets pour faire progresser la politique économique et monétaire. Il défend la création d'un Fonds Monétaire Européen.

29 octobre

Luxembourg — Conseil de l'Acier. Accord sur le régime „post 85”.

29 octobre

Bruxelles — „Hearing” publique au Parlement Européen concernant l'industrie automobile.

30-31 octobre

Bruxelles — Session plénière du Comité Economique et Social.

31 octobre

Bruxelles — Le Vice-Président Natali rencontre le Premier Ministre soudanais Dafalla Eglizouli. Natali présente le nouveau programme d'aide pour les pays africains frappés par la sécheresse.

Bruxelles et Washington — Accord „ad referendum” entre la CE et les Etats-Unis sur l'exportation européenne d'acier vers les Etats-Unis. Une „guerre de spaghetti” éclate ; les Etats-Unis augmentent les droits de douane sur les pâtes de la CE. La Communauté réplique avec des mesures contre les citrons et les noix.

4 novembre

Bruxelles — Conseil de développement. Accord sur le programme Natali (voir 31 octobre).

4 novembre

Bruxelles — Conseil de la Pêche. Indemnités compensatoires pour les sardines fixées pour 1986.

6 novembre

Luxembourg — Le Roi Hussein de Jordanie rencontre le ministre Jacques Poos, président actuel du Conseil.

6-7 novembre

Bruxelles — Le commissaire Cheysson rencontre le Ministre mexicain des Affaires Etrangères, Sepulveda Amor.

7 novembre

Sénégal — Séance d'inauguration de la deuxième conférence sur la désertification.

Le Vice-Président Natali y participe.

rant ces deux décennies, les travaux nécessaires procureraient des emplois, directement ou indirectement à quelque 2 millions de personnes.

Une politique de l'emploi pour les handicapés

Une politique de l'emploi conçue pour les handicapés sera proposée prochainement aux gouvernements des Dix par la Commission européenne.

C'est ce qu'a annoncé M. Peter Sutherland, membre de la Commission européenne responsable des affaires sociales et de l'éducation, qui prenait la parole à Hambourg lors d'une conférence organisée par la Ligue internationale des sociétés d'aide aux handicapés mentaux.

M. Sutherland a rappelé que les handicapés, tant physiques que mentaux, bénéficient depuis de longues années d'une aide communautaire, grâce au Fonds social européen qui permet de financer des programmes spéciaux de formation et d'adaptation professionnelles. Ces actions ont déjà contribué d'une manière substantielle à l'autonomie et à l'intégration sociale des intéressés.

Aujourd'hui, cependant, il convient de tenir compte des effets négatifs que les nouvelles technologies peuvent avoir sur l'emploi des handicapés. C'est pourquoi le Fonds social devrait disposer d'une bonne provision de programmes bien conçus et susceptibles de bénéficier de son aide, a déclaré M. Sutherland.

La nouvelle politique de l'emploi pour les handicapés, a-t-il encore précisé, „accordera une importance égale aux besoins des handicapés physiques et à ceux des handicapés mentaux mais elle tiendra compte explicitement des besoins spécifiques des seconds”.

Dans l'intervalle, les projets en cours seront poursuivis. La Communauté, a précisé M. Sutherland, dispose maintenant d'un système de coopération hautement développé, grâce à l'existence d'un réseaux des centres de rééducation, y compris les centres accueillant les personnes victimes d'un handicap mental important. Elle a lancé récemment un programme spécial pour les jeunes handicapés mentaux qui sont également sourds et aveugles.

M. Sutherland a souligné que des relations étroites existent entre la Commission européenne et la Ligue

internationale d'aide aux handicapés mentaux. Le maître-mot de la conférence, normalisation, s'accorde parfaitement avec les objectifs de la Commission d'intégration sociale et d'autonomie des handicapés.

Le commissaire européen a ajouté : „J'attache une importance particulière à la participation à cette conférence de personnes handicapées. Ne sont-elles pas elles aussi, des citoyens de la Communauté ? L'attitude de la Commission se fonde sur une telle conception et nous ne dévierons jamais des aspirations qu'elle implique”.

La famine en Afrique :

L'offensive de la famine en Afrique a été stoppée, grâce, notamment, à la Communauté européenne, mais une nouvelle catastrophe n'est pas exclue. C'est pourquoi la Commission européenne propose le lancement d'un programme de grande envergure tendant à la relance de la production alimentaire dans les pays menacés.

Le programme de la Commission fait suite à une initiative des chefs D'Etat et de gouvernement des Dix qui, lors du sommet de Dublin.

La Commission européenne a tenu le pari : moins d'un an après Dublin, 1.250.000 tonnes de céréales et autres produits alimentaires essentiels d'une valeur de 19,7 milliards de FB ont été envoyés en Afrique. Au sucre, à l'huile, aux légumes et au lait en poudre, il faut ajouter la fourniture de semences, indispensables à la prochaine récolte.

L'aide humanitaire de la Communauté a également été dispensée aux populations dont le sort a été bouleversé par la guerre : c'est ainsi que l'Europe a contribué pour une valeur de 1,570 milliards de FB aux différents programmes de secours aux réfugiés, mis en œuvre par la Croix Rouge et par les Nations unies.

La rapidité des opérations a été améliorée, indique par ailleurs la Commission : dans certains cas, on a vu l'aide européenne toucher les ports africains 40 jours seulement après la demande initiale.

L'effort communautaire a également porté sur la solution du problème des transports terrestres : cela s'est traduit par l'envoi en Afrique de quelque 600 camions neufs, avec pièces de rechange et mécaniciens.

L'aide communautaire servira aussi à la remise en état de la ligne

de chemin de fer soudanais servant au transport de l'aide. Elle a contribué enfin au fonctionnement de navettes aériennes, auxquelles participaient neuf avions et trois hélicoptères.

Cependant, souligne la Commission, la situation demeure sérieuse, trop sérieuse pour qu'il soit possible de réduire de 165 millions d'ECUS les crédits d'aide alimentaire pour 1986. C'est pourtant ce qu'a fait le Conseil des ministres ! La Commission insiste pour que les crédits soient rétablis dans leur intégralité.

Aide alimentaire : il y a la manière...

„Ni la Commission européenne, ni les pays bénéficiaires de l'aide alimentaire ne souhaitent que cette dernière soit simplement considérée comme un moyen commode de se débarrasser de stocks qui, dans bien des cas, sont d'ailleurs inadaptés aux besoins des populations touchées par la famine”.

Ainsi M. Peter Sutherland, membre de la Commission s'est-il exprimé en octobre à Bruxelles, à l'occasion d'une réunion destinée à marquer la parution d'un livre sur le rôle de Politiques agricoles communes dans les pays en voie de développement.

Après avoir rappelé les termes d'une décision prise en 1983 par le Conseil des ministres en ce qui concerne l'utilisation de l'aide alimentaire, M. Sutherland a poursuivi : „L'important, c'est moins la quantité de denrées mise à la disposition des pays du Tiers Monde que l'usage qui en est fait. La Communauté, pour sa part, est bien décidée à aider ces pays à mettre en place les stratégies alimentaires décidées par les intéressés eux-mêmes en vue d'une solution permanente au problème des pénuries de denrées”.

Bien entendu, une telle politique n'exclut pas les aides d'urgence et il faut souligner que l'Europe a été récemment la seconde dispensatrice de secours aux populations africaines affamées. Bien des problèmes subsistent, a reconnu M. Sutherland mais, à court terme, on peut dire que les besoins de pays comme l'Ethiopie et le Soudan ont été satisfaits.

Journée d'études FEB

Publications

Les publications suivantes sont disponibles auprès du Bureau de presse et d'Information de la Commission, rue Archimède 73, 1040 Bruxelles ou à l'adresse indiquée :

- ☐ La politique européenne de la recherche : Le dossier de l'Europe octobre 15/85
- ☐ Les industries nucléaires dans la Communauté européenne : Le dossier de l'Europe octobre 16/85
- ☐ La communauté des Douze : bienvenue à l'Espagne et au Portugal : Le dossier de l'Europe novembre 17-18/85
- ☐ La Communauté européenne éditeur 1985/86
- ☐ L'opinion publique dans la C.E. : euro-baromètre Nr. 23, juin 1985
- ☐ Eurostat : informations de l'eurostat 3/1985
- ☐ Relations entre l'Ethiopie et la CEE : Europe Information DE 52
- ☐ La Communauté européenne et le Conseil de Coopération des Etats du Golfe (CCG) : Europe information Relations extérieures 80/85
- ☐ Politique aérienne commune : Comité Economique et Social : Rue Ravenstein 2, 1000 Bruxelles
- ☐ Fonds européen d'Orientation et de Garantie Agricole Edition 1985
- ☐ Information Market : Issue 41 Oct-Nov 1985 (Directorate General XIII : Commission of the European Communities)
- ☐ Newsletter — new technologies and innovation policy (D.G. XIII — A, Commission of the European Communities; 2920 Luxembourg)



Le 21 novembre, une journée d'information fut organisée par le Bureau de Presse et d'Information en collaboration avec la FEB, à laquelle participaient une centaine de représentants d'entreprises.

Lors du lunch, M. R. Pulinx, Administrateur-délégué de la FEB et M. W. De Clercq, membre de la Commission des CE, se sont adressés aux participants. Un compte-rendu de la journée d'études et les discours seront publiés par la FEB début 1986.



EN VENTE

Au Moniteur belge, rue de Louvain 40-42, 1000 Bruxelles; à la Librairie européenne, rue de la Loi 244, 1040 Bruxelles; au CREDOC, rue de la Montagne 34/11, 1000 Bruxelles ou à l'adresse indiquée :

- ☐ Les équipements avancés de production dans la Communauté : Supplément 6/85 Bulletin des CE.
- ☐ Réussir l'investissement productif — Management 2000. Préface d'Antoine Riboud. Auteurs : Olivier du Roy, Jean-Claude Hunault, Jérôme Tubiana.

Conférence intergouvernementale

Un colloque sur le thème „La conférence intergouvernementale, enjeux et points de vue” s'est tenu au Bureau de Presse et d'Information le 22 novembre, organisé par le Groupe d'Etudes Politiques Européennes (11 rue d'Egmont, 1050 Bruxelles), sous la présidence du Professeur J. Van Damme.

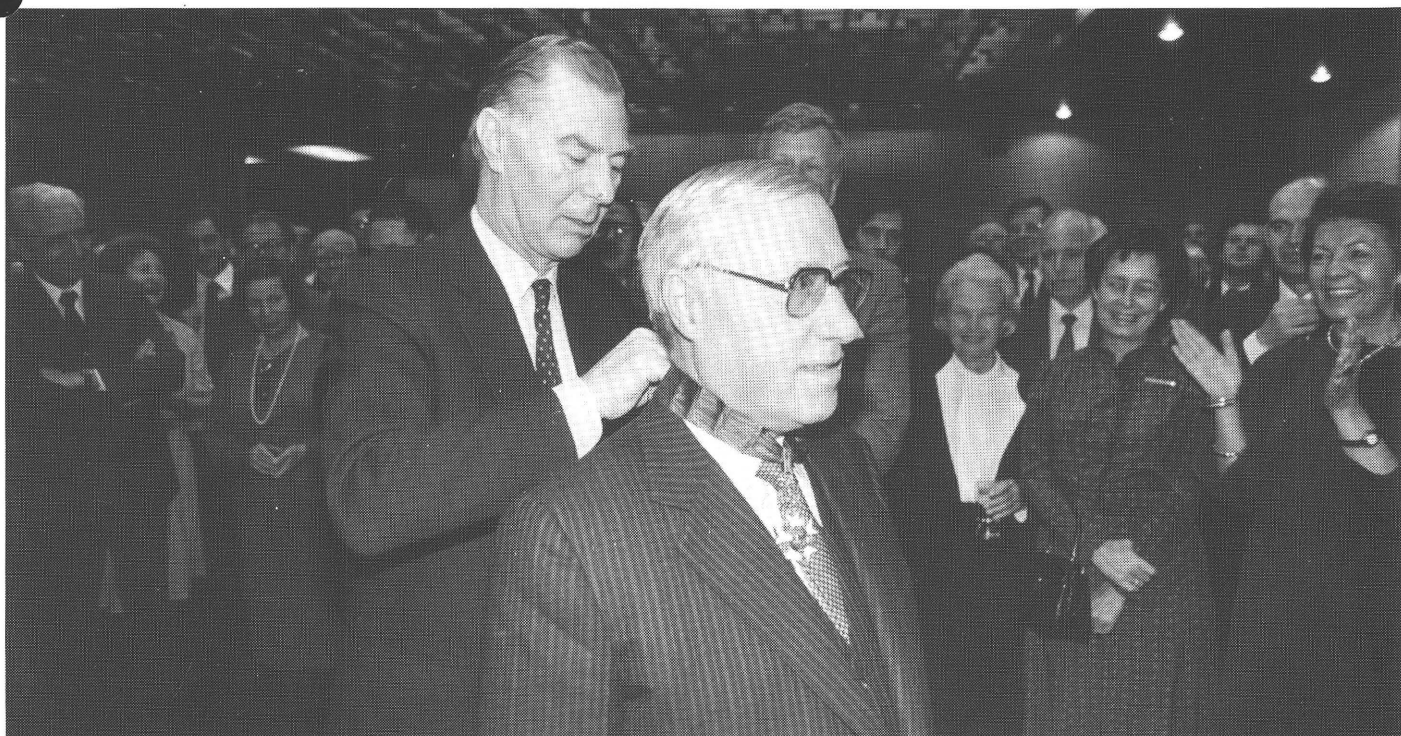
Plusieurs points de vue furent confrontés, le Directeur Général de l'Informa-

tion, M. Fr. Froschmaier, exprima les positions de la Commission, M. Guy de Bassompierre prit la parole au nom du cabinet du Ministre des Relations extérieures belges et M. Bert Croux au nom de la Commission institutionnelle du Parlement européen.

Après ces exposés, un panel composé du Professeur J.V. Louis, Président de l'Institut d'Etudes Européennes de l'ULB, de M. K.

Van Miert, Président du SP et professeur à la VUB, et des membres du Parlement européen MM. K. De Gucht et F. Herman, ce dernier étant aussi le représentant belge au Comité Dooge, engagea le débat sur les enjeux.

Un rapport succinct de ce symposium est à la disposition des intéressés et sera envoyé sur simple demande. S'adresser au BPI ou au GEPE.



Jean Poorterman nous quitte

Le 20 novembre, le Directeur Général, M. F. Froschmaier, a offert une réception en hommage à M. Jean Poorterman qui, ayant atteint la limite d'âge, quitte la direction du Bureau de Presse et d'Information pour la Belgique. Il a évoqué la carrière de Jean Poorterman qui, en tant que juriste, a passé plusieurs années dans le Cabinet du ministre des Affaires étrangères M. P.H. Spaak. Après un passage au Conseil d'Etat il est nommé en 1958 Porte-Parole de la Communauté européenne de l'Energie atomique. Depuis 1968 il est le directeur du Bureau de Presse et d'Information.

A cette occasion, M. Leo Tindemans, ministre des Relations extérieures, a remis à M. Poorterman la décoration de Commandeur de l'Ordre de la Couronne, qui lui a été conférée par décret royal du 20 novembre 1985 en reconnaissance des services rendus.

Il a souligné à la fois l'importance d'expliquer l'Europe et l'humanisme dont Jean Poorterman a entouré son action. Regrettant certaines lenteurs européennes, le ministre n'a

pas manqué de dire son espoir dans les progrès futurs de la Communauté.

M. Jean Poorterman a remercié ses nombreux amis dans un discours chaleureux dans lequel il a évoqué les malheurs et les bonheurs de l'informateur européen :

„Je voudrais, si vous me le permettez, dire un mot du métier que j'ai exercé pendant près de 30 ans : celui d'informateur.

J'ai tenté de le développer dans un style de relations amicales et de convictions. Il est fait de bien des servitudes qui tiennent parfois à la lourdeur des appareils bureaucratiques, mais aussi à la difficile et constante recherche d'une vérité que l'on a la tâche d'expliquer, ce que chacun croit pouvoir faire, considérant trop souvent ce métier comme un divertissement d'amateurs.

L'informateur européen ne dispose souvent que d'une vérité un peu rassie, déjà fort utilisée par les autres avant qu'il ne puisse l'expliquer à l'opinion.

Une autre difficulté de la tâche est qu'après avoir

extrait avec bien de peine les petites pépites de vérité apportées par le courant, il faut utiliser sa conviction, ses modestes arts oratoires ou de contact, le jugement qui permet de trier le vrai du faux, l'important du négligeable, et, grâce au réseau obstinément entretenu au travers de gestion de budgets, de programmes et que sais-je, présenter l'information dans une forme concrète et compréhensible.

C'est une émotion plus rare encore que de tenter de faire comprendre non seulement ce qui concerne, mais ce qui unit. Enfin, informer de la Communauté européenne, c'est à la fois tenter d'allumer les étoiles en même temps que de faire comprendre concrètement comment, au travers de maintes difficultés, l'Europe se réalise dans ce qu'elle a de quotidien. Elle qui réalise beaucoup plus qu'on ne croit, parfois moins qu'on ne le souhaiterait.

Ce qui me paraît peut-être le plus important — et pardonnez-moi de le dire avec quelque solennité, car

l'Europe et informer sur l'Europe sont choses sérieuses — c'est que dans la profession d'informateur européen telle que j'ai pu l'exercer — et c'est l'honneur de tous ceux de cette profession — j'ai toujours pu agir en pleine liberté et selon mes convictions.

En effet, jamais au cours de ces près de 30 ans de fonction publique européenne, on n'a tenté ni de près ni de loin de me contraindre à me faire dire une contre-vérité ou de m'astreindre contre ma propre conviction dans les voies tortueuses de la propagande ou de la manipulation.

C'est ainsi que j'ai pu, dans ce métier exaltant mais difficile, agir toujours avec loyauté envers les autres, mais aussi, et c'est un rare privilège, envers moi-même.

L'Europe se défend, s'explique et se conçoit. J'ai constaté, surtout auprès des jeunes, que chaque fois qu'on explique concrètement les choses en encadrant la démonstration d'un appel au cœur et à l'esprit, l'Europe était acceptée et voulue”.

A

Adhésion	95, 97, 99, 102, 103
Adonnino (Comité)	98
Agriculture	
<input type="checkbox"/> prix céréales	99
<input type="checkbox"/> réformes	95, 96, 100
<input type="checkbox"/> aide national	98
<input type="checkbox"/> FEOGA	100, 103
Andriessen, Frans	100
Art	101
Asean	96
Audland, Christopher	100
Automobile	94, 95, 100, 102.

B

Budget	98, 101, 102
--------	--------------

C

Céréales	99
Chine	95, 99
Chômage	94, 96, 99, 101
Citoyens européens	98
COMETT	98
Commerce	96
Commission	
<input type="checkbox"/> Droit d'initiative	94
<input type="checkbox"/> Bilan	94
<input type="checkbox"/> Programme	96
Concurrence	
<input type="checkbox"/> général	94, 98
<input type="checkbox"/> livres	95
<input type="checkbox"/> journaux	101
<input type="checkbox"/> sécurité	95
Conférence inter-gouvernementale	102, 103
Conseil européen	94, 100
<input type="checkbox"/> Dublin	94
<input type="checkbox"/> Bruxelles	97
<input type="checkbox"/> Milan	98, 99, 102
<input type="checkbox"/> Luxembourg	103
Consommateurs	97, 98, 101, 102
Coopération	94, 96, 102
Crise	96

D

Danmark	100
DAVIS, Clinton	100
DE CLERCQ, Willy	96
DELORS, Jacques	94
DOOGE (Comité)	98
Dublin	94

E

Economie	94
ECU	96, 98, 103
Education	94
Energie	94, 100, 101
Environnement	100, 101
Espagne	97, 98, 99, 100, 102, 103
Esprit	102
Etats-Uni Europe	103
Eureka	100, 103
Europalia	98
<input type="checkbox"/> Prix europalia	102
Europe 12	103

F

FEDER	95
FEOGA	100
Films	98
Fonds social	95, 98, 101
Forum de la Jeunesse	98
Frontières	99, 100

G

GONZALEZ	99
Goytisolo	102

H

Handicapés	95, 100, 101, 102
F. Herman	103
Hormones (viande)	98

I

Informatique	97
Intergouvernementale (conférence ...)	102, 103

J

Japon	103
Jeunes	94, 95, 96, 97, 98
Journaux (points de vente)	101
Justice	97, 103

L

Levi's Arlon	101
Livres	95, 96, 97, 102
Lomé III	94, 99

M

Marché interne	99
Marché public	97
Médecine	94, 100
Méditerranées (programmes intégrés)	102
Métamorphoses de l'Europe	96
MØLLER, J. Ørstrøm	100
Musique	94, 97, 100, 101

N

NATALI, Lorenzo	99
Nucléaire	94, 100

O

Ordinateurs	94
-------------	----

P

Pape	98
Parlement Européen	98
Passeport Européen	98
Pêche	95, 98
Politique agricole	95, 98, 99, 100
POORTERMAN, Jean	102, 103
Portugal	97, 99, 102, 103
Presse	101

R

Race	97
RAUDALES, Henry	101
Régions	95, 101, 102
Révision des Traités	98, 99, 102, 103
RICHONNIER, Michel	96
RIPA DI MEANA, Carlo	98, 99

S

SME	94
Sourds	102
STRASSER, Daniel	101

T

Technologie	95, 96, 99, 100
Télévision	100
Tourisme	98, 99

U

Union européenne	102
------------------	-----

V

Viande	98
Voile	99